

UN ÉLÉMENT CLÉ DU TISSU ÉCONOMIQUE

P.6

LA QUESTION CRUCIALE
DE LA CORRECTION
PARENTALEENTRE
BIENVEILLANCE ET
MALTRAITANCE DES
ENFANTS

P.4

LE MEDIATEUR
MAGHREBIN

Quotidien national d'information

Mardi 9 janvier 2024 - N°: 43 - Prix:10 DA

SPORT

CAN-2023

LES "VERTS" À LA
RECONQUÊTE DE
LA COURONNE
AFRICAINNE

P.12

PRISE EN CHARGE IMMÉDIATE DES ÉTUDIANTS PALESTINIENS

L'ambassadeur de Palestine salue
hautement les orientations du
président de la République

L'ambassadeur de l'Etat de Palestine en Algérie, Fayez Abu Aïta, a salué hautement, hier, les orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour la prise en charge immédiate des étudiants palestiniens en Algérie après l'interruption des contacts avec leurs proches dans les territoires palestiniens occupés suite à l'agression sioniste, réitérant ses remerciements à l'Algérie pour ses positions «constantes» et son soutien «illimité» au peuple palestinien.

Lire en page 3



Monoxyde de carbone
Retrait de plus de 10.000
détecteurs du marché national
pour non-conformité aux normes

P.2

L'envoûtante mélodie du Hawzi
Aux racines de la
musique
arabo-andalouse

P.5

Batna

Une nouvelle
canalisation
renforcera l'eau et
l'irrigation agricole

P.7

EN SOUTIEN À GHAZA

L'ÉMIR DU QATAR APPELLE À UN
CESSEZ-LE-FEU IMMÉDIAT

P.9

OPINION

LA PREMIÈRE VICTIME D'UNE GUERRE, C'EST LA VÉRITÉ
« IL Y 'A PLUS D'HONNÊTÉTÉ DANS LA
CENSURE QUE DANS L'AUTOCENSURE »

P.11

MONOXYDE DE CARBONE

Retrait de plus de 10.000 détecteurs du marché national pour non-conformité aux normes

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a retiré du marché national plus de 10.000 détecteurs de monoxyde de carbone non conformes aux normes de sécurité, a fait savoir hier le Directeur général du contrôle économique et de la répression des fraudes au niveau du ministère, M. Mohamed Mezghache.

Intervenant sur les ondes de la radio algérienne, M. Mezghache a indiqué que dans le cadre de la préservation de la sécurité des citoyens, le ministère a retiré du marché national, depuis le début de la saison hivernale, plus de 10.000 détecteurs représentant 13 marques d'appareils de chauffage et de détecteurs de monoxyde de carbone, non conformes aux normes de sécurité. Cette opération est menée par les agents de contrôle au niveau de toutes les directions du Commerce et de la Promotion des exportations, après avoir effectué des tests au niveau de leurs laboratoires de contrôle de qualité, ayant révélé la non-conformité de certaines marques aux normes de sécurité en vigueur. A cet égard, le responsable a souligné la nécessité de recourir à des artisans professionnels pour installer et contrôler les appareils de chauffage et les chauffe-eau avant de les faire fonctionner. Evoquant l'organisation des marchés de gros, M. Mezghache a indiqué que la Société de réalisation et de gestion des marchés de gros "Magros" assurera, prochainement à travers ses espaces commerciaux, l'absorption de l'excédent de la production agricole et l'accompagnement des agriculteurs pour le stockage et la commercialisation de leurs produits à même de contribuer à la régulation du marché national. En prévision du mois de Ramadan, le responsa-



ble a indiqué qu'"une commission nationale a été installée sous la supervision du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, regroupant les secteurs de l'Agriculture et du Développement rural et de l'Industrie sous forme de commissions de wilaya sous l'autorité des walis". Dans ce cadre, les rencon-

tres périodiques sont actuellement intensifiées pour recenser les capacités de production des produits de large consommation en vue de doubler la production et répondre aux besoins des citoyens, selon le responsable qui a affirmé "l'abondance de différents produits alimentaires". Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait

insisté, lors d'une réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, sur "l'importance extrême du contrôle continu des marchés, vu l'intérêt que l'Etat accorde à la régulation et à la nécessité de connaître les taux de disponibilité des produits de large consommation, suivant une vision proactive pour lutter contre la spéculation".

PORT DE DJENDJEN (JIJEL)

Deux shiploaders mis en service au cours du 1^{er} semestre 2024

Deux (2) shiploaders (grandes machines utilisées pour le chargement de matériaux solides à bord des navires) seront mis en service "au cours du 1^{er} semestre de 2024" au port de Djendjen, à Jijel, a indiqué, hier, le Président-directeur général de ce port, Abdeslam Bouab. Le même responsable a précisé que les deux machines, qui permettront, après leur mise en service, d'accélérer l'expédition des matériaux solides destinés à l'exportation, ont été commandées de Chine et devraient être réceptionnées au port en avril et juin prochains. M. Bouab a ajouté que la réception des deux shiploaders permettra d'augmen-

ter les capacités de chargement et d'accélérer les opérations d'expédition de matériaux solides destinés à l'exportation, en particulier le clinker (matière première du ciment). Ces équipements permettront également l'accostage et la sortie des navires dans un court laps de temps, la réduction des délais d'attente des navires et leur longue attente en rade, onéreuse en termes de surestaries. Cela est de nature, a encore indiqué le même responsable, à augmenter la compétitivité du port qui pourra ainsi améliorer substantiellement ses revenus. Un premier shiploader avait été installé en octobre 2023 au port de Djendjen, au profit du groupe Holcim

Algérie, d'une capacité de chargement de 18.000 tonnes/jour, a aussi déclaré M. Bouab, rappelant que ce port avait connu, en 2023, une augmentation significative de ses échanges commerciaux, qui sont passés de 9,2 millions de tonnes en 2022 à 9,8 millions de tonnes, soit une augmentation de 7 %. Les exportations hors hydrocarbures à partir du port de Djendjen (fer, ciment, matériaux de construction et autres) ont également enregistré une hausse estimée à 3 % au cours de l'année 2023. Un chiffre qui devrait notablement augmenter après l'achèvement des travaux du terminal à conteneurs, a conclu le PDG du port.

Presse
Brahim
Takheroubt
nommé à la tête
du quotidien El
Moudjahid

Le ministre de la Communication, M. Mohamed Laagab, a nommé, hier, M. Brahim Takheroubt, nouveau Directeur général du quotidien El Moudjahid, a indiqué un communiqué du ministère. Cette nomination intervient au terme des travaux d'une Assemblée générale consacrée à cette question, a précisé le communiqué.

TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED

2 personnes placées en détention provisoire pour spéculation

Deux (2) personnes ont été placées en détention provisoire pour spéculation illicite sur des produits de base après la saisie d'un camion chargé d'une quantité de riz par les éléments de la Gendarmerie nationale à Boudouaou (Boumerdes), a indiqué hier un communiqué du parquet du tribunal de Sidi M'Hamed (Alger).

"Conformément aux dispositions de l'article 11 alinéa 3 du Code de procédure pénale, le parquet du tribunal de Sidi M'Hamed (section lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée) porte à la connaissance de l'opinion publique que dans le cadre de la lutte contre la spéculation illicite sur les produits de base, les éléments de

la Gendarmerie nationale ont procédé le 30/12/2023 dans la commune de Boudouaou à la saisie d'un camion chargé d'une quantité de riz, appartenant au propriétaire d'une entreprise d'importation et d'emballage et de 505 tonnes du même produit retrouvées au siège de l'entreprise", lit-on dans le communiqué. Selon la même source,

les investigations ont révélé que "le suspect avait importé 20 conteneurs chargés de riz destiné au conditionnement, qu'il a vendu en l'état à un grossiste". "Une enquête a été ouverte pour délit de spéculation illicite. Le juge d'instruction a ordonné, après audition des suspects, leur mise en détention provisoire", conclut le communiqué.

PRISE EN CHARGE IMMÉDIATE DES ÉTUDIANTS PALESTINIENS

L'ambassadeur de Palestine salue hautement les orientations du président de la République

L'ambassadeur de l'Etat de Palestine en Algérie, Fayez Abu Aïta, a salué hautement, lundi, les orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour la prise en charge immédiate des étudiants palestiniens en Algérie après l'interruption des contacts avec leurs proches dans les territoires palestiniens occupés suite à l'agression sioniste, réitérant ses remerciements à l'Algérie pour ses positions «constantes» et son soutien «illimité» au peuple palestinien.

«Nous saluons hautement les orientations données par Monsieur le président Abdelmadjid Tebboune pour la prise en charge immédiate des étudiants palestiniens en Algérie», a déclaré M. Abu Aïta à l'APS. «Monsieur le Président nous honore par sa décision de prise en charge des étudiants palestiniens en Algérie», a soutenu le diplomate palestinien, réitérant ses remerciements «au Président Tebboune et à l'Etat algérien frère pour les positions constantes et

le soutien indéfectible et illimité apporté au peuple palestinien dans tous les domaines».

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait enjoint au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, d'examiner la situation des étudiants palestiniens en Algérie pour leur prise en charge «immédiate», après l'interruption des contacts avec leurs proches dans les territoires palestiniens occupés.

Samir M.



SECTEURS DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA SANTÉ

326 structures publiques réalisées n 2023 à travers le territoire national

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi a affirmé, hier à Alger, qu'un projet de réalisation de 326 structures publiques en 2024 a été tracé au profit des secteurs de l'Education nationale, de la Santé et de la Sécurité avec une enveloppe budgétaire considérable, mettant l'accent sur la nécessité de pallier les lacunes enregistrées en la matière dans certaines wilayas.

S'exprimant lors d'une rencontre d'évaluation sur le bilan de 2023 et les perspectives de 2024 en matière d'équipements publics, le ministre a fait savoir que dans le cadre du budget de l'exercice 2024, 261 mds DA d'autorisations d'engagement et 126,8 mds DA d'affectations de paiement ont été consacrés, «à même de permettre la réalisation du programme prévu par la loi de finances «LF 2024» qui regroupe 326 structures publiques réparties à travers l'ensemble du territoire national.

Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée en présence des directeurs des équipements publics (DEP) des 58 wilayas, M. Belaribi a indiqué que l'examen et la réalisation de 100 écoles primaires, 59

CEM, 40 lycées, 40 sièges de sûreté et 30 polycliniques sont également prévus dans ce cadre.

«Le ministère a enregistré, à titre de réalisation, 25 écoles primaires, 7 CEM, 6 lycées, 13 sièges de sûreté et 5 polycliniques», a-t-il ajouté.

Le budget du secteur, affirme M. Belaribi, a été révisé à la hausse pour atteindre les 1.104,32 mds DA d'autorisations d'engagement et 564,313 mds DA d'affectations de paiement.

Soulignant «l'intérêt majeur» qu'accorde le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune au secteur de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, le ministre a affirmé que la réalisation des projets programmés nécessitait la mise en place «d'une stratégie bien ficelée qui repose sur les compétences diplômées des universités algériennes à l'instar des cadres et des ingénieurs, outre la coordination permanente entre les Directions des équipements publics et les Directions de l'Education».

«Nous serons intransigeants avec quiconque entravera la réalisation d'une école, d'un CEM ou d'un lycée», a souligné le ministre. «Comment peut-on

laisser l'élève souffrir de surcharge ou parcourir de longues distances, alors que nous avons les fonds, les terrains et les moyens de réaliser une école à côté de son lieu de résidence», s'est interrogé le ministre.

Et d'ajouter qu'il a été mis fin aux fonctions de six directeurs de wilaya des équipements publics «car n'ayant pas réussi à réaliser les objectifs» qui leur avaient été fixés.

Equipement public: lancement de 33 projets à l'arrêt à travers les wilayas

Evoquant le bilan de l'année dernière en termes d'équipements publics, le ministre a rappelé que «l'année 2023 a connu un retard et des lacunes dans la réalisation des structures publiques», préconisant un redoublement des efforts, «le parachèvement de tous les projets inscrits et la consommation des affectations octroyées au titre de l'année 2024, notamment avec «le suivi rigoureux du lancement de ce programme».

Il a cité, dans ce sens, 33 projets à l'arrêt à travers plusieurs wilayas, ajoutant qu'à travers la programmation de réunions de

coordination périodiques, il a été convenu du lancement de tous ces projets, en sus de la distribution des structures éducatives devant être réalisées.

M. Belaribi a énuméré le nombre de projets à dimension nationale supervisés par le secteur, aussi bien ceux réalisés que ceux en cours, dont les stades Miloud Hadeffi (Oran), Nelson Mandela (Alger) et Hocine Aït Ahmed (Tizi Ouzou), précisant que cette dernière structure «a vu la finalisation des travaux, en attendant l'émission du certificat de conformité».

Quant au stade de Douera, le ministre a affirmé que le taux d'avancement des travaux a atteint 90%, grâce à une main d'œuvre algérienne qui veille à la livraison de ce projet vital dans les délais impartis.

Concernant le projet de la Cité médiatique «Dzaïr média city», dont la première pierre a été posée en juillet dernier, le ministre a souligné que les travaux d'aménagement ont été lancés au niveau de cette structure qui se veut «un édifice médiatique que nous voulons une tribune depuis laquelle la voix de l'Algérie puisse retentir haut et fort».

R. N.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Développer continuellement la plateforme «Tassyir» pour atteindre la transformation numérique

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi, a souligné, hier à Mila, la nécessité de développer les services de la plateforme «Tassyir» pour contribuer à la réalisation de l'objectif de transformation numérique du secteur.

Lors d'une allocution prononcée à l'ouverture d'une journée ouverte avec les acteurs locaux de la société civile, suivie par visioconférence par les cadres du secteur à l'échelle du pays, M. Merabi a appelé les responsables chargés de la gestion de la plateforme «Tassyir», dédiée aux différents aspects de la gestion administrative, financière et pédagogique du secteur, à «développer les services de cette plateforme en continu». Le développement de cette plateforme en fera «un outil pour la gestion transparente et efficace de la formation professionnelle», et «contribuera à atteindre

l'objectif de la transformation numérique destinée à lutter contre la bureaucratie qui s'est répandue dans les rouages de l'administration, affectant son efficacité et son rôle dans le développement durable du pays», a déclaré le ministre.

M. Merabi a souligné, dans ce contexte, que la transformation numérique est devenue «une nécessité impérative pour améliorer la gouvernance dans la conduite des affaires publiques», et «c'est ce à quoi aspire le secteur qui œuvre à moderniser ses structures, ses outils et son système pédagogique» en se concentrant sur «la bonne gouvernance et la mise en place des soubassements nécessaires pour fournir des services numériques, tout en construisant des systèmes à même de développer la collaboration avec les partenaires du secteur en lançant des plateformes

telles que Mihnati dans laquelle 2.200 personnes se sont inscrites en seulement deux jours, et en se concentrant sur la numérisation et la modernisation de l'aspect pédagogique».

Le ministre a mis l'accent sur les indicateurs de la qualité de la formation dispensée en Algérie en affirmant que le secteur «comprend plus de 1.230 établissements dotés de plus de 8. 400 équipements, et forme dans des spécialités qui répondent aux besoins, en adéquation avec les spécificités des régions du pays et les besoins des partenaires économiques, nationaux et étrangers qui, à l'instar des Chinois, ont interagi avec le secteur de la formation dans plusieurs disciplines, telles que les chemins de fer».

M. Merabi a également annoncé l'organisation imminente d'un forum (dont le lieu n'a pas encore été déterminé) sur

«les métiers du tourisme et de l'hôtellerie».

Deux domaines qui, a-t-il dit, font partie des priorités de l'Etat, à l'instar du séminaire «La formation agricole entre savoir académique et réalité de l'apprentissage», organisé fin décembre dernier à Alger.

Le ministre devait poursuivre sa tournée dans la wilaya de Mila en inspectant des sections d'apprentissage à travers plusieurs établissements de formation dans les communes d'Ain Ettine et de Ferdjioja.

Plusieurs structures relevant du secteur de la formation professionnelle, situées dans les communes de Grarem-Gouga et de Chelghoum-Laïd, figurent également au programme de la visite d'inspection de M. Merabi dans la wilaya de Mila.

APS

LA QUESTION CRUCIALE DE LA CORRECTION PARENTALE

Entre Bienveillance et
Maltraitance des Enfants

L'éducation des enfants est une tâche complexe, impliquant des choix éducatifs cruciaux qui influenceront leur développement émotionnel, mental et social. La question de la correction parentale, souvent débattue, soulève des préoccupations sur la frontière parfois floue entre la discipline nécessaire et la maltraitance des enfants. Les différentes approches de la correction parentale, les conséquences potentielles de la maltraitance, et l'importance de promouvoir des pratiques éducatives bienveillantes sont toujours sujet de débats.

Pour les sociologues, la correction parentale bienveillante repose sur des principes éducatifs axés sur le respect, la communication et la compréhension. Encourager les comportements positifs, enseigner la responsabilité et établir des limites claires sont des éléments fondamentaux de cette approche. La communication transparente et ouverte est un pilier de la correction parentale bienveillante. Les parents sont encouragés à expliquer les règles et les conséquences, encourageant ainsi la compréhension mutuelle entre les parents et les enfants. Plutôt que de se concentrer uniquement sur la punition des comportements indésirables, la correction parentale bienveillante met l'accent sur le renforcement positif. Récompenser les comportements souhaitables encourage l'enfant à reproduire ces actions. Les parents jouent un rôle crucial en tant que modèles pour leurs enfants. Adopter des comportements respectueux, empathiques et éthiques crée un environnement propice à une correction parentale positive.

Les Risques de la**Maltraitance des Enfants**

Quand est-ce que l'on peut parler de maltraitance. Bousculer un enfant peut revêtir de nombreuses formes, allant de la négligence émotionnelle à la violence physique. Les conséquences peuvent être graves et durables, affectant la santé mentale et physique des enfants tout au long de leur vie. Les enfants soumis à une maltraitance peuvent présenter des retards de développement, tant au niveau émotionnel que cognitif. L'absence de soutien émotionnel peut entraîner des problèmes d'estime de soi et de confiance en soi. Les enfants maltraités ont un risque accru de reproduire des schémas de comportement violents ou négligents à l'âge adulte. La maltraitance peut perpétuer un cycle intergénérationnel difficile à briser. Les conséquences de la maltraitance peuvent se manifester sous la forme de problèmes de santé mentale, tels que la dépression, l'anxiété et les troubles de stress post-traumatique (TSPT).

L'Importance de l'Approche Éducative Bienveillante

Promouvoir une correction parentale bienveillante est essentiel pour favoriser un environnement sain et positif pour les enfants. Les approches bienveillantes renforcent la confiance en soi des enfants, favorisant un sentiment de compétence et une estime de soi positive. La correction parentale bienveillante aide les



enfants à développer des compétences sociales essentielles telles que la résolution de conflits, la communication efficace et la compréhension des émotions. Les parents bienveillants créent un environnement propice à l'établissement de relations saines et positives entre les membres de la famille.

Les voix Silencieuses

Dans un effort de sensibilisation et d'écoute, nous avons rencontré des enfants maltraités. Leurs témoignages poignants apportent une perspective essentielle sur les conséquences de la maltraitance parentale et mettent en lumière la nécessité d'une attention accrue aux droits et au bien-être des enfants. Aussi, Samir, 14 ans raconte, "Quand papa est énervé, il crie beaucoup, et parfois il me frappe. Ça me fait mal, pas seulement sur la peau, mais à l'intérieur aussi. J'ai peur de lui. J'aimerais qu'il comprenne que je ne veux pas être méchant, mais des fois, je ne sais pas comment faire autrement." Quant à Amina, 12 ans ; elle justifie presque les actes de sa mère, "Ma maman travaille beaucoup et elle est souvent fatiguée. Quand elle est fatiguée, elle crie après moi et mes frères et sœurs. Elle ne veut pas entendre nos histoires, même quand on est tristes. On se sent seuls, et c'est difficile de faire face à ça tous les jours." Pour Karim, 16 ans, dont le calvaire dure depuis des années, "Ça fait longtemps que ça dure. Mon père dit que c'est pour mon bien, mais je ne comprends pas comment me faire du bien en me faisant mal. J'ai l'impression que personne

ne me comprend. J'ai peur de parler, mais je veux que ça s'arrête. Je veux juste être heureux." Yasmina, 9 ans de son côté ne comprend pas les crises de colère de sa mère. "Quand maman est en colère, elle jette des choses par terre. J'ai peur que ça me tombe dessus. Je cache mes dessins parce que je ne veux pas qu'elle les déchire. J'aimerais qu'on soit une famille heureuse, mais c'est difficile. «Les voix des enfants victimes de violence parentale, révèlent des réalités difficiles et souvent cachées derrière des portes closes. Ces témoignages soulignent l'importance cruciale de créer un espace pour que les enfants s'expriment librement et en toute sécurité. Les conséquences émotionnelles et psychologiques de la maltraitance parentale laissent des cicatrices profondes qui peuvent persister tout au long de la vie. Les professionnels de la santé, les éducateurs, et les autorités ont un rôle essentiel à jouer pour assurer la protection des droits et le bien-être de chaque enfant en Algérie. En donnant la parole aux enfants maltraités, c'est opter pour un changement positif et encourager une société où chaque enfant peut grandir dans un environnement sûr, aimant, et respectueux de ses droits fondamentaux.

Regards de Médecins

Dans la recherche de l'équilibre délicat entre la correction parentale nécessaire et la bienveillance, le point de vue des professionnels de la santé est essentiel. Des médecins expérimentés offrent leur perspective sur la correction parentale et mettent en lumière l'import-

tance d'une approche éducative équilibrée. Pour le docteur, D. Fatima Zohra, Pédiatre : "En tant que pédiatre, je vois quotidiennement l'impact de la correction parentale sur la santé et le bien-être des enfants. La communication entre les parents et les enfants est cruciale. Il est important de comprendre que la discipline ne doit pas nécessairement être punitive, mais plutôt éducative. Les parents doivent expliquer les conséquences des actions de leurs enfants et les guider vers des comportements plus positifs. Une approche bienveillante contribue à construire des bases émotionnelles solides pour l'enfant." Un point de vue partagé par le docteur Ahmed Khaled, Psychiatre pour Enfants et Adolescents : "Les conséquences de la maltraitance parentale sur la santé mentale des enfants sont parfois dévastatrices. En tant que psychiatre, je souligne l'importance d'une correction parentale bienveillante pour prévenir les problèmes de santé mentale. Les parents doivent être conscients de l'impact de leurs actions sur le développement émotionnel de leurs enfants. Des pratiques éducatives positives favorisent une croissance émotionnelle saine et préviennent les troubles de santé mentale à long terme." Pour le docteur, Samia Amrane, Gynécologue-Obstétricienne : "Le bien-être des enfants commence bien avant leur naissance. Les mères enceintes sont sensibles à l'environnement émotionnel qui les entoure. Une correction parentale équilibrée ne commence pas seulement après la nais-

sance, mais bien avant. Les futurs parents doivent comprendre l'importance de créer un environnement familial stable et aimant dès le début de la grossesse. Cela influence le développement neurologique et émotionnel du bébé à naître." Les témoignages des médecins soulignent l'importance cruciale d'une correction parentale bienveillante pour la santé globale des enfants. Les pratiques éducatives qui favorisent la communication ouverte, le renforcement positif, et la compréhension émotionnelle contribuent à construire des bases solides pour le bien-être physique et mental des générations futures en Algérie. Les professionnels de la santé jouent un rôle clé dans l'éducation des parents et la sensibilisation à l'impact profond des pratiques éducatives sur la santé des enfants. En collaborant avec les familles, les médecins contribuent à créer des environnements familiaux sains et aimants propices au développement harmonieux des enfants algériens. Il est impératif pour les parents, d'admettre que correction est un défi délicat, nécessitant un équilibre entre la discipline nécessaire et la bienveillance. Les parents sont encouragés à adopter une approche éducative qui valorise la communication, l'empathie et le renforcement positif. Reconnaître les signes de maltraitance et promouvoir des pratiques éducatives bienveillantes sont essentiels pour garantir un avenir sain et équilibré pour les générations futures.

L'ENVOÛTANTE MÉLODIE DU HAWZI

Aux racines de la musique arabo-andalouse

La musique Hawzi, véritable trésor culturel algérien, représente une forme artistique profondément enracinée dans l'histoire et l'âme du pays.

Issue de la tradition arabo-andalouse, le Hawzi s'est développé au fil des siècles pour devenir un genre musical unique, imprégné de poésie, d'émotion et de la richesse de la culture algérienne. Dans cet article, nous explorons les caractéristiques distinctives du Hawzi et mettons en lumière certains de ses artistes les plus emblématiques. Le Hawzi trouve ses racines dans la musique arabo-andalouse, une tradition qui s'est épanouie en Espagne avant de migrer vers l'Afrique du Nord avec l'expulsion des Maures. Les influences berbères et arabes se mélangent dans le Hawzi, créant ainsi une harmonie unique qui transcende les frontières culturelles. Ce genre musical est particulièrement associé à, Annaba, Constantine Oran, et Tlemcen. Ce genre musical se distingue par ses mélodies envoûtantes, ses rythmes méditatifs et ses paroles poétiques. Les instruments traditionnels tels que le « oud », la mandoline, le violon et la darbouka jouent un rôle central dans la création de l'atmosphère envoûtante du Hawzi. Les chanteurs utilisent des techniques vocales spécifiques pour exprimer l'intensité émotionnelle des paroles, souvent centrées sur l'amour, la nostalgie et les expériences humaines profondes. Et justement, un des ténors du Hawzi et de l'Andalou est incontestablement cheikh Sadek Abdjaoui. Une figure emblématique de la scène musicale algérienne, qui incarne la quintessence du Hawzi, riche en émotion et en tradition. Originaire de Béjaïa, Sadek Abdjaoui s'est distingué par sa voix puissante, sa maîtrise des mélodies Hawzi, et son engagement à perpétuer cet héritage musical.

Sadek Abdjaoui figure incontournable du Hawzi

Il y a 29 ans, le 7 janvier 1995, cheikh Sadek Abdjaoui, un des ténors du Hawzi et de l'Andalou, tirait sa révérence, en laissant orphelins des milliers de mélomanes et de puristes en peine, autant à Bejaïa qu'à travers tout le territoire national, notamment Alger, Blida et Tlemcen. Il s'était éteint à l'âge de 87 ans, et jusqu'à son dernier souffle, l'artiste n'avait eu de cesse d'illuminer la musique classique algérienne et d'en être le porte-voix. "Rares sont les artistes qui ont pratiqué autant de styles que lui, le classique andalou qu'il pratiqua en maître, le Hawzi, le Aâroubi, ou encore le kabyle ou le Madih (chant religieux), sans oublier l'écriture dramaturgique radiophonique et la composition musicale, entre autres. Il est devenu une référence très recherchée par tous les



mélomanes", disait de lui, Abdelkader Bendamèche, chercheur en patrimoine populaire, le considérant comme une "figure de l'art musical algérien qui a marqué le XXe siècle". De son vrai nom, Bouyahia Sadek, le cheikh était venu très jeune à l'art musical, en allant pratiquer le chant et la poésie au sein des confréries religieuses de la ville de Bejaïa, en l'occurrence la "Qadiria" et la "Taybiya", au sein desquelles officiaient déjà d'authentiques musiciens dont El Hachemi Mahindad, Boualem Bouzouzou et Mahmoud Benhaddad, qui étaient déjà des virtuoses du luth. C'est dans cette ambiance à la fois scolastique et musicale qu'il a baigné et qui lui a permis de se faire, de se parfaire, puis de se distinguer, aidé par sa voix naturelle de Ténor. Et c'est en toute logique qu'il bascula, vers le Madih et l'Inkalabate, l'Andalou et les Qsayed, bien qu' alors, les maîtres n'étaient pas en possession de Noubas complètes. Conforté par ses aptitudes, il constitua alors rapidement, à l'âge de 20 ans, sa première formation, se produisant essentiellement dans les fêtes familiales (mariages et circoncisions) et religieuses avant de rallier Alger en 1933. Arrivé

dans la capitale et grâce à l'aide de quelques maîtres qu'il avait rencontrés ou connus plus tôt à Bejaïa, il a adhéré à la fameuse troupe "El-Mossilia" dirigée alors par Djabir Bensmaïa et qui comptait déjà dans ses rangs cheikh Mahieddine Lakehal et cheikh Bouchaâra, qui l'ont pris rapidement sous leurs ailes et lui ont inculqué les secrets des noubas. En 1934, le cheikh a entrepris un voyage à Tlemcen avec la troupe d'El-Mossilia qui, par un heureux hasard, lui a ouvert d'autres horizons en le mettant face à des maîtres de renom, notamment cheikh Larbi Bensari. Ce dernier lui a fait connaître les arcanes du Hawzi, de la "Sanâa" Tlemcenienne et du coup d'archer spécifique de l'alto, rapporte le mélomane et écrivain, le docteur Hadj Triki Yamani, dans un essai publié par "Andaloussiate" en janvier 2019, sous le titre "Cheikh Sadek Abjaoui: Itinéraire d'un maître de musique andalouse du XXe siècle". En 1937, cheikh Sadek Abjaoui, au summum de son art et métier, rentra à Bejaïa où il a poursuivi assidûment son œuvre, créant une multitude d'associations, mais qui ont rarement perduré, car elles faisaient souvent l'objet d'interdiction

par l'administration coloniale qui les considérait comme des entités subversives. Il y créa, également, un nouvel orchestre et se mit à l'animation dans "Radio Bejaïa". A l'indépendance, en 1963, il a créé le Conservatoire de musique de la ville qui lui a survécu jusqu'à aujourd'hui, et dont l'existence a permis de former des dizaines d'artistes talentueux et célèbres. Djamel Allam, Allaoua Zerrouki, Youcef Abdjaoui, El Ghazi, H'sinou, Arezki Bouzid et tant d'autres en sont de ceux là, et dont la simple évocation de nom, titille la mémoire du cheikh et son fabuleux investissement, composé de plus de 200 œuvres dont l'essentiel à pour racine la nouba andalouse.

Le Hawzi, joyau musical de l'Algérie, est bien plus qu'un simple genre musical ; c'est une expression artistique profondément ancrée dans l'histoire et la culture du pays. En explorant les riches mélodies et les paroles poétiques du Hawzi, nous découvrons un patrimoine musical exceptionnel, porté par des artistes emblématiques qui continuent d'inspirer et de captiver un public toujours plus large.

R.C et APS

A LIRE "PÈRE RICHE, PÈRE PAUVRE" DE ROBERT KIYOSAKI *Un Guide Perspicace vers la Liberté Financière*

Le livre "Père riche, Père pauvre" de Robert Kiyosaki a marqué des générations de lecteurs depuis sa publication. En fusionnant son propre parcours avec des enseignements tirés de son "père riche" et de son "père pauvre", Kiyosaki offre des perspectives uniques sur la manière de percevoir l'argent et la richesse. Le récit commence par l'enfance de Kiyosaki, exposant les influences divergentes de son "père pauvre", son propre père biologique, et de son "père riche", le père de son meilleur ami. Ces deux figures parentales représentent des approches contrastées vis-à-vis de la vie, de l'éducation et de l'argent.

Une des idées clés du livre réside dans la critique du système éducatif traditionnel pour ne pas fournir une éducation financière adéquate. Kiyosaki soutient que la plupart des gens apprennent à travailler pour de l'argent plutôt qu'à faire travailler l'argent pour eux, soulignant l'importance de l'indépendance financière. Kiyosaki introduit la notion fondamentale de différenciation entre les actifs et les passifs. Il encourage les lecteurs à investir dans des actifs, tels que l'immobilier ou les investissements financiers, plutôt que de s'en tenir à des passifs tels que les dépenses de consommation. "Père riche, père pauvre" met en avant

l'esprit d'entreprise comme une voie vers l'indépendance financière. Kiyosaki insiste sur le fait que créer et posséder des entreprises peut être un moyen puissant de générer des revenus et de bâtir la richesse. Bien que le livre ait rencontré un grand succès, il n'est pas sans critiques. Certains remettent en question la véracité des anecdotes personnelles de Kiyosaki, tandis que d'autres estiment que ses conseils ne sont pas toujours facilement applicables dans toutes les situations financières. "Père riche, père pauvre" a eu un impact significatif sur la littérature financière et l'éducation financière populaire. Il a inspiré de nombreux

lecteurs à repenser leur approche de l'argent, à explorer des opportunités d'investissement et à chercher la voie de l'indépendance financière. Quoi qu'il en soit, le livre de Robert Kiyosaki, "Père riche, père pauvre", va au-delà des conseils financiers conventionnels en encourageant une transformation de la mentalité financière. Que l'on soit d'accord ou non avec toutes les idées de Kiyosaki, son livre offre une réflexion profonde sur la relation entre l'éducation, l'argent et la réussite financière, guidant les lecteurs vers une perspective plus éclairée sur la construction de la richesse.

R.C

FONCIER INDUSTRIEL

Un élément clé du tissu économique

Le foncier industriel, souvent considéré comme un élément clé du tissu économique, joue un rôle crucial dans le développement industriel et la croissance économique d'une nation.

Il représente l'espace physique nécessaire à l'implantation d'entreprises manufacturières, de zones de production et de centres logistiques. L'importance stratégique du foncier industriel en tant que catalyseur du progrès économique, de l'innovation et de la création d'emplois n'est plus à démontrer. Pour la simple raison, qu'il offre l'espace nécessaire à l'implantation d'entreprises, favorisant ainsi la création d'emplois. Les zones industrielles attirent des investissements, stimulant la croissance économique en fournissant des opportunités d'emploi locales. Ces opportunités génèrent non seulement des revenus pour les individus, mais contribuent également à renforcer la stabilité économique globale. Les zones industrielles ne sont pas simplement des espaces de production, mais aussi des incubateurs d'innovation. En favorisant la proximité entre les entreprises, le foncier industriel facilite l'échange d'idées, la collaboration et la recherche conjointe. Cela crée un écosystème propice à l'innovation, favorisant le développement de nouvelles technologies et de solutions avancées. Les zones industrielles nécessitent une infrastructure solide pour fonctionner efficacement. L'investissement dans le foncier industriel est souvent associé à des développements parallèles tels que la construction de routes, l'extension des réseaux énergétiques et la mise en place de systèmes de transport logistique. Cette infrastructure renforce la connectivité régionale et nationale, améliorant ainsi l'efficacité des échanges commerciaux. Le développement du foncier industriel permet la diversification de l'économie. En fournissant des espaces pour différentes industries, une région peut réduire sa dépendance à une seule source de revenus. Cela rend l'économie plus résiliente aux fluctuations du marché et aux changements de demande, créant une base économique plus stable et durable. Les zones industrielles bien planifiées et dotées d'infrastructures adéquates deviennent des pôles d'attraction pour les investisseurs nationaux et internationaux. La dispo-



nibilité de foncier industriel bien situé et prêt à être développé facilite l'installation rapide d'entreprises, renforçant ainsi la compétitivité régionale sur le marché mondial. Le foncier industriel est bien plus qu'un simple espace physique ; c'est un catalyseur essentiel du développement économique. En favorisant la croissance des entreprises, la création d'emplois, l'innovation et la diversification économique, le foncier industriel contribue à façonner des sociétés prospères et résilientes. Il est impératif de reconnaître l'importance stratégique du foncier industriel et de poursuivre des politiques qui encouragent son développement planifié et durable.

Un espace nécessaire pour accueillir une gamme variée d'industries

L'importance du foncier industriel en Algérie est cruciale pour plusieurs aspects du développement économique du pays. Historiquement dépendante des revenus pétroliers, notre pays cherche à diversifier son économie. Et justement, Le foncier industriel offre l'espace nécessaire pour accueillir une gamme variée d'industries, favorisant ainsi une économie plus diversifiée et résiliente aux fluctuations des prix du

pétrole. Il reste que le développement du foncier industriel est essentiel pour attirer des investissements et stimuler la création d'emplois. En fournissant des espaces adaptés aux entreprises manufacturières, le pays peut renforcer son secteur industriel et offrir des opportunités d'emploi aux Algériens, contribuant ainsi à réduire le chômage. Pour les spécialistes, l'attractivité pour les Investisseurs Étrangers doit passer par la mise en place de zones industrielles bien planifiées et équipées pour rendre l'Algérie plus attrayante pour les investisseurs étrangers. Cela pourrait contribuer à augmenter les flux d'investissements directs étrangers (IDE), stimulant ainsi la croissance économique du pays. Il va sans dire, que Le foncier industriel nécessite des infrastructures robustes. Les investissements dans ces zones induisent souvent des améliorations significatives dans les réseaux routiers, l'énergie, l'eau et les services de télécommunication, renforçant ainsi les bases nécessaires à un développement industriel durable. En encourageant la création de clusters industriels, le foncier industriel en Algérie peut faciliter l'interaction et la collaboration entre les entreprises. Cela favorise l'innovation, la recherche et le développement, ren-

forçant ainsi la compétitivité des industries algériennes sur la scène internationale. En développant des secteurs industriels locaux, de l'avis d'experts, l'Algérie peut réduire sa dépendance aux importations de produits manufacturés. La production locale stimulée par le foncier industriel peut contribuer à répondre à la demande intérieure, réduisant ainsi la nécessité d'importations coûteuses. Le foncier industriel peut être un levier pour un développement régional équilibré en répartissant les zones industrielles à travers le pays. Cela contribue à atténuer les disparités économiques entre les régions et à favoriser une croissance plus équitable. En conclusion, l'Algérie peut tirer des avantages significatifs du développement du foncier industriel. En investissant dans ces zones, le pays peut créer un environnement propice à la croissance économique, à la création d'emplois et à la diversification économique, contribuant ainsi à renforcer sa position sur la scène mondiale. La planification stratégique et la mise en œuvre efficace de politiques favorables au foncier industriel sont essentielles pour maximiser ces avantages. Et c'est le cheval de bataille des pouvoirs publics.

R.E

LOI DE COMPTABILITÉ PUBLIQUE :

les textes d'application au niveau du secrétariat général du gouvernement

Les textes d'application de la nouvelle loi relative aux règles de comptabilité publique et de gestion financière, adoptée en juin dernier, sont prêts et font l'objet de discussions au niveau du secrétariat général du gouvernement. C'est ce qu'a indiqué dimanche à Alger, un responsable au ministère des Finances. Il s'agit de dix décrets qui seront suivis d'arrêtés et d'instructions devant compléter le dispositif de compatibilité publique, selon le

directeur général du Trésor et de la gestion comptable des opérations financières de l'Etat, Hadj Mohamed Seba, qui s'exprimait sur les ondes de la Chaîne III de la Radio algérienne. Ces textes d'application, en cours de traitement, devront être publiés durant l'année 2024, va-t-il souligné. De plus, le premier responsable du Trésor a souligné la mise en place en cours d'un système d'information intégré permettant une application « entière et correcte » du

nouveau mode de comptabilité publique, et ce, de manière « instantanée ». Ce système est en adéquation, a-t-il dit, « avec le nouveau mode budgétaire reposant sur la notion de transparence et de performance en matière de dépenses budgétaires ». Concernant la dette publique du pays, le même responsable a fait savoir qu'elle est quasi exclusivement interne représentant 47 % du PIB, tout en notant que les normes internationales sont entre 60-

65% du PIB. Interrogé sur la possibilité d'effacement de dettes, le directeur général du Trésor a indiqué que cette idée n'est pas évoquée actuellement. « Il n'est pas question d'effacement de la dette interne pour le moment. Mais nous étudions toujours les conditions de remboursement de la dette à l'égard de débiteurs ayant des difficultés financières dans le cadre du rééchelonnement des délais de remboursement », a-t-il expliqué.

CHINE

Les réserves de change augmentent à 3.238 milliards de dollars

Les réserves de change de la Chine s'élevaient à 3.238 milliards de dollars fin décembre 2023, en hausse de 66,2 milliards de dollars, soit 2,1% par rapport à fin novembre, d'après des données publiées dimanche par

l'Administration d'Etat des changes (AEC). Dans un communiqué, l'AEC a attribué la hausse des réserves de change du pays aux effets combinés de la conversion des devises et des variations des prix des actifs et d'autres facteurs. « Sous l'effet de fac-

teurs tels que les politiques monétaires des principales économies mondiales et des perspectives économiques, l'indice du dollar avait connu une baisse en décembre, alors que les prix des actifs financiers mondiaux avaient généralement aug-

menté », a-t-elle soutenu. « L'économie chinoise continue de se redresser et de s'améliorer grâce à un développement de haute qualité, ce qui soutiendra la stabilité des réserves de change du pays », ajoute l'institution.

BATNA

Une nouvelle canalisation renforcera l'eau et l'irrigation agricole

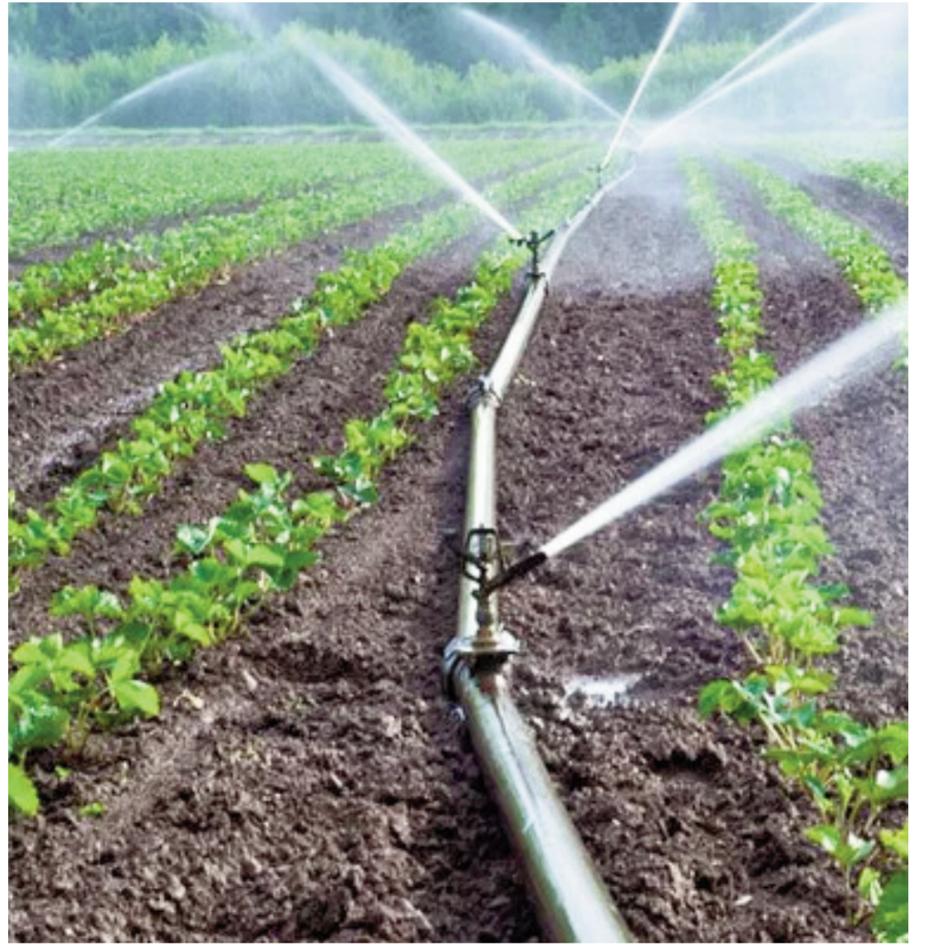
Les autorités de la wilaya de Batna tablent sur la nouvelle conduite de transfert d'eau depuis la station de pompage d'Ain Kercha (Oum El Bouaghi) jusqu'au barrage de Koudiat Medouar, près de Timgad, pour renforcer l'alimentation en eau potable (AEP) et l'irrigation agricole.

Le volume d'eau transféré du barrage de Beni-Haroun (Mila) vers celui de Koudiat Medouar, via la station de pompage d'Ain Kercha, atteindra, après la réception et la mise en service de cette nouvelle conduite, les 400.000 m³/jour, dont 180.000 m³ seront destinés à l'AEP, après traitement, tandis que le reste servira à l'irrigation agricole, selon les explications données au ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, lors d'une récente inspection du projet. M. Derbal, qui avait alors souligné la "grande importance de ce projet pour les wilayas de Batna et de Khenchela, notamment pour la fourniture d'eau potable aux populations", avait donné de fermes instructions aux responsables de la société Cosider Canalisations, en charge des travaux, pour renforcer le chantier et fournir un effort supplémentaire pour livrer le projet dans les délais impartis. L'opération, pour laquelle un investissement public de 20 milliards de DA a été consenti, est destinée, selon le wali de Batna, Mohamed Benmalek, à remédier aux problèmes techniques constatés sur les deux premières canalisations, et aux pannes fréquentes qui les ont affectées, occasionnant d'importantes fuites, a insisté le chef de

l'exécutif local. Les pannes ont occasionné des pertes d'eau considérables tout le long du transfert Beni Haroun-Kouidiat Medouar, créant ainsi une situation de pénurie exacerbée alors par une faible pluviométrie.

Toutefois, selon le directeur des Ressources en eau, Djoudi Bensalah, l'approvisionnement en eau devrait s'améliorer de manière significative dans les 18 communes de la wilaya de Batna alimentées depuis le barrage de Koudiat Medouar, grâce à la mise en service de la nouvelle conduite de 24 km.

Selon lui, le manque à gagner enregistré dans toute la wilaya sera réduit à 20.000 m³ au plus, alors qu'il est actuellement de l'ordre de 80.000 m³. La dotation par habitant en matière d'eau potable, variant actuellement entre 100 et 120 litres/jour, passera à 160 jusqu'à 180 litres/jour, en particulier dans les grandes agglomérations comme Batna et Barika. Selon M. Bensalah, le volume d'eau du barrage de Koudiat Madouar traité par jour, destiné aux wilayas de Batna et de Khenchela, devrait passer de 113.000 m³, actuellement, à 200.000 m³, et ce, sans compter la remise en service de la station de traitement mitoyenne du barrage (actuellement à l'arrêt en raison du faible niveau d'eau dans le bassin de l'ouvrage). Selon cette même source, l'exploitation de la première partie de la station de traitement bénéficiera aux agriculteurs en leur fournissant de l'eau d'irrigation, notamment vers le périmètre agricole de la commune de Chemora qui s'étend sur une superfi-



cie de 7.287 hectares, puis, dans un second temps, vers d'autres périmètres dans plusieurs autres communes. La réparation et la rénovation des deux anciennes canalisations de transfert sur une distance de 24 km (ce qui représente la deuxième partie du projet), permettront, pour leur part, de

réduire substantiellement les fuites, permettant ainsi au barrage de Koudiat Medouar de mettre environ 1 million de m³ d'eau par jour, au titre des grands transferts, à la disposition des wilayas de Batna et de Khenchela, contribuant de la sorte à l'extension des zones irriguées.

AÏN TEMOUCHENT

1,7 million d'euros d'exportations des produits halieutiques en 2023

Les exportations de produits halieutiques de la wilaya d'Aïn Temouchent ont atteint 1,7 million d'euros en 2023, a-t-on appris du directeur de wilaya de la Pêche et l'Aquaculture, Houari Gouissem.

La quantité des exportations de la wilaya a atteint, l'année écoulée, 700 tonnes de produits halieutiques, ayant ainsi permis de réaliser des recettes de 1,7 million d'euros, selon la même source. Les différentes espèces de mollusques et crustacés, en particulier le poulpe, constituent la part du lion de

l'ensemble des exportations de produits de la mer de la wilaya, destinées principalement aux pays européens, dans la France et le Portugal, selon le directeur de la Pêche et de l'Aquaculture. Les exportations de poissons ont connu une «augmentation significative» en quantité et en revenus par rapport à l'année 2022, au cours de laquelle le secteur de la Pêche et de l'aquaculture à Aïn Temouchent avait enregistré l'exportation d'environ 500 tonnes, permettant la réalisation de 1,5 million d'euros, grâce à la stratégie adoptée par le

secteur pour encourager les exportations, en raison de l'importance de se positionner au niveau des marchés internationaux et de générer des revenus en devises, qui auront un impact positif tant sur les opérateurs économiques locaux que sur le trésor public, a souligné M. Gouissem. Quatre unités actives dans le domaine de l'exportation des produits de la pêche dans la wilaya d'Aïn Temouchent et ont su intégrer de nombreux marchés internationaux et de s'y imposer, notamment au niveau de plusieurs pays européens, a souligné la même source.

Dans ce contexte, trois entreprises économiques privées actives dans le domaine de la production, de l'exportation et de l'importation d'aliments pour poissons à Aïn Temouchent, ont confirmé leur participation au neuvième Salon international de la pêche et de l'aquaculture, qui se tiendra à Oran du 8 au 11 février prochain. Cette manifestation économique est considérée comme une occasion pour de nombreux opérateurs internationaux actives dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, pour échanger leurs expériences, a-t-on indiqué.

TIMIMOUN

Lancement d'une opération pour la plantation de 10 ha en arbustes d'arganier

Une opération de plantation d'une superficie de dix (10) hectares (ha) en arbustes d'arganier, a été lancée dans la wilaya Timimoun, a-t-on appris de la Conservation locale des forêts.

Retenue dans le plan sectoriel de développement pour l'exercice 2024, l'opération s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour l'extension de la plantation de l'arganier et la promotion de cette filière aux multiples vertus économique et environnemental, en application des directives des hautes autorités du pays, a précisé le Conservateur des forêts, Abdelhafid Znagui. Ce projet sera réalisé à travers une douzaine

d'exploitations agricoles, dont leurs propriétaires ont bénéficié de formation théorique et pratique au niveau de l'Institut de technologie moyen agricole spécialisée de Timimoun et l'Institut national de recherche forestière (Alger), selon le même responsable signalant qu'une expérience pilote de plantation de l'arganier effectuée l'an dernier sur une surface de deux (02) ha dans le périmètre agricole d'Ougrout a donné des «résultats positifs». S'agissant des préparatifs pour la réussite du projet, la Conservation des forêts a créé des pépinières totalisant près 1.500 petits arganiers, a indiqué M. Znagui et d'ajouter que 267 arbustes devraient être attri-

bués, dans un premier temps, en prévision de leur plantation dans les exploitations agricoles concernées. Des démarches sont entreprises, en coordination avec la Direction de l'Action sociale et de la Solidarité de la wilaya pour impliquer la femme rurale dans les activités visant à valoriser les produits de l'arganier destinés à être commercialisés sur le marché local, a-t-il encore fait savoir. La wilaya de Timimoun possède un climat propice au développement de l'arganier classé dans la liste de L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) du patrimoine de l'humanité, signale-t-on.

SKIKDA

Remise des clés de 100 logements publics

Cent (100) clés de logements publics locatifs LPL ont été remises à Skikda au profit des bénéficiaires dans les communes Oum Toub et Ramdane Djamel, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya.

«Les autorités de wilaya ont procédé le week-end dernier à la remise des clés de 100 logements publics locatifs (60 unités à Oum Toub et 40 autres unités à Ramdane Djamel)», selon la même source. «L'opération de distribution a eu lieu dans de bonnes conditions organisationnelles caractérisées par des scènes de joie créées par les familles bénéficiaires qui ont exprimé leur gratitude», a-t-on ajouté. Il s'agit de la première opération du genre dans la wilaya de Skikda durant l'année 2024 qui sera suivie par d'autres opérations à l'avenir, a-t-on fait savoir.

TUNISIE

Le renouveau d'Ennahdha ?

Alors que plusieurs de ses dirigeants sont derrière les barreaux – Ghannouchi, Ounissi, Bhiri, Harouni, etc – le parti refuse d'abdiquer et ambitionne un renouveau. Cette année est doublement propice au changement, elle est non seulement une année électorale mais pourrait aussi être celle de la tenue du congrès tant attendu du parti.

En arabe, Ennahdha veut tout simplement dire « Renaissance ». Après la débandade vécue ces dernières années, c'est une véritable renaissance que le parti essaye visiblement de retrouver en voulant se réinventer. À travers cette « renaissance », le parti chercherait « des points communs avec les forces démocratiques et civiles », c'est du moins ce qu'a déclaré le secrétaire général du parti Ennahdha, Ajmi Lourimi, sur sa page Facebook le 7 janvier 2024. « Changer le nom Ennahdha est possible et cela a été proposé au sein de la commission de la préparation du contenu », a-t-il écrit. Ajmi Lourimi est le nouveau patron du parti islamiste depuis que Rached Ghannouchi – président – et Mondher Ounissi – qui lui avait succédé – aient été tous deux arrêtés. C'est donc à lui qu'incombe la lourde tâche d'organiser le 11e congrès d'Ennahdha. Un congrès qui devrait consacrer « les nouvelles orientations du parti, en tant que parti qui cherche des points communs avec les forces démocratiques et civiles ». D'ailleurs, il ne serait pas exclu non plus de « changer le nom du conseil de la Choura pour devenir conseil national », a aussi annoncé M. Lourimi. Ce 11e congrès est très attendu, le dernier en date ayant été organisé par le parti en 2016. Ce congrès maintes fois planifié et maintes fois reporté est particulièrement décisif pour Ennahdha. Initialement prévu pour 2020, il avait été officiellement annoncé pour le mois d'octobre 2023, avant



d'être à nouveau reporté. Mais, l'organisation de ce congrès, en 2023, avait laissé échapper les voix dissidentes. Certains ont même dénoncé – si ce congrès a lieu – une tentative d'opérer un putsch au sein du mouvement. « Un putsch contre la direction légitime et contre la ligne révolutionnaire et anti-putschiste au sein du mouvement », comme l'a qualifié le lobbyiste et ex-membre du bureau politique, Radwan Masoudi. Malgré les voix dissidentes, ce congrès reste décisif. Il devrait servir à « renouveler l'offre politique d'Ennahdha et son futur programme national », surtout en pleine année électorale. Il ne faut pas oublier que cette année est celle de l'élection présidentielle. C'est en effet en 2024

que le pays accueillera – du moins en théorie – la prochaine course vers Carthage. La question de la candidature du parti n'a pas encore été totalement tranchée. Alors qu'ils avaient boycotté toutes les élections organisées par le régime depuis le 25 juillet 2021 – législatives et locales – le parti semble ne pas vouloir suivre le même schéma pour la présidentielle. D'après Riadh Chaïbi, conseiller de Rached Ghannouchi et membre du Front de salut national, le parti est concerné par les élections mais ceci ne veut pas forcément dire qu'il y participera. D'ailleurs, Ennahdha n'a pas encore tranché le nom du candidat qu'il présentera ou soutiendra. On ne sait en effet pas si le parti présentera un candidat de ses rangs ou

s'il décidera d'en soutenir un autre au sein du front de salut national. « Le parti reste attaché à la poursuite de l'expérience démocratique en Tunisie et c'est dans ce sens qu'il a appelé toutes les forces démocratiques à soutenir un candidat unique et à poursuivre la voie démocratique », a affirmé Riadh Chaïbi dans une déclaration médiatique. Il ajoute : « le succès de la prochaine étape électorale nécessite la prise de décisions courageuses qui participeront à l'assainissement du climat politique ». En 2019, le parti avait décidé de présenter son propre candidat au scrutin, contrairement à 2014. C'était Abdelfattah Mourou qui avait été sacrifié sur l'autel des calculs politiques. Le parti l'ayant officiellement présenté

comme candidat avant de décider de soutenir la candidature de Kaïs Saïed. Pour le résultat que tout le monde connaît aujourd'hui... À l'époque, la candidature d'Abdelfattah Mourou ne faisait pas l'unanimité au sein même du parti, et les chances qu'il devienne le président de la République auquel Rached Ghannouchi – chef du Parlement – devra rendre des comptes, étaient évidemment très minces. Mais l'Histoire ne pardonne pas. Les islamistes s'étaient superbement ramassés en 2019 face au plébiscite de Kaïs Saïed. Ils continueront d'enchaîner les décisions tactiquement discutables et qui effriteront davantage un parti en proie à des luttes intestines. Le leadership de Rached Ghannouchi qui a largement atteint ses limites, les manœuvres politiques maladroites de Mondher Ounissi qui croyait sauver le parti en pactisant avec l'ennemi et l'interminable guerre fratricide entre faucons et colombes. Le tout dans le but de savoir à quoi devra enfin ressembler le nouveau Ennahdha. Le 10e congrès avait, rappelez-vous, été accompagné d'un revirement tactique. Le 11e pourrait donc bien être celui du « Renouveau ». Mais serait-ce un simple renouveau de façade ? Après toutes ces années, les dirigeants du parti – du moins ceux qui restent – ne semblent pas privilégier la remise en question. Le communiqué du 4 janvier 2024 le prouve encore puisque le parti continue à rendre le régime actuel responsable de tous les maux sans reconnaître, même un peu, sa responsabilité dans la détérioration du climat politique actuel

IL SE TIENDRA À RIYAD (ARABIE SAOUDITE)

La Mauritanie participe au Future Minerals Forum

Le ministre mauritanien du Pétrole, des Mines et de l'Énergie, Porteparole du Gouvernement, M. Nany Ould Chrougha, a quitté, dimanche dernier, la capitale, Nouakchott, à destination du Royaume d'Arabie Saoudite pour participer à la troisième édition du Future Minerals Forum (FMF) qui se tiendra du 9 au 11 janvier 2024 au King Abdul Aziz International Conference Center à

Riyad. Cette conférence, organisée sous le haut patronage du Serviteur des Deux Saintes Mosquées, le Roi Salmane ben Abdelaziz Al Saoud, vise à construire une coopération internationale qui répond aux ambitions des pays du monde entier, de préserver l'environnement, d'atteindre les objectifs de zéro carbone et d'améliorer les investissements internationaux et régionaux pour la découverte davantage

de minéraux stratégiques. Il s'agit notamment de contribuer aux efforts de transition énergétique, d'échanger les connaissances et les expériences concernant les technologies modernes, de renforcer les capacités humaines et de mettre en œuvre les conditions de durabilité du secteur minier. Cette édition de la conférence accueillera également la dixième rencontre consultative des ministres arabes

concernés par les ressources minières, au cours de laquelle se tiendra la réunion internationale des organismes d'études géologiques pour discuter des questions liées à l'importance des données et informations géologiques et leur partage dans le cadre de la coopération internationale et régionale. Au cours de ce déplacement, le ministre est accompagné d'une importante délégation de son département.

LIBYE

Déclaration de l'état de force majeure sur le champ pétrolier de Sharara

La Compagnie nationale de pétrole de Libye (NOC) a déclaré, dimanche dernier, l'état de force majeure sur le champ pétrolier de Sharara, dans le sud de la Libye, à la suite de protestations. L'état de force majeure est une mesure juridique qui exempte les parties contractantes de toute obligation découlant d'un événement indépendant de leur volonté. La fermeture a entraîné la suspension des livraisons de pétrole

brut du champ au terminal de Zawiya, a déclaré la NOC dans un communiqué. "Des négociations sont en cours pour reprendre la production dès que possible", est-il ajouté. Le même champ pétrolier a été fermé le 3 janvier, après que des manifestants ont pris d'assaut le site pour protester contre les pénuries de carburant dans le sud de la Libye. Ce champ pétrolier produit plus de 300 000 barils de pétrole brut par jour, soit envi-

ron un tiers de la production libyenne. Selon une source locale, les négociations avec les manifestants ont échoué, obligeant la NOC à déclarer l'état de force majeure sur le champ pétrolier. Les manifestants réclament la création d'une raffinerie de pétrole dans la région, l'entretien des routes qui se détériorent et des emplois pour les locaux dans les compagnies pétrolières. La répartition équitable des revenus pétroliers

reste une question épineuse en Libye. Le champ pétrolier de Sharara produit plus de 300 000 barils de pétrole brut par jour, soit environ un tiers de la production du pays. La Libye a les réserves de brut les plus importantes d'Afrique, mais des années de conflit et de violence dans le pays depuis la chute de l'ancien dirigeant du pays Mouammar Kadhafi, en 2011, ont entravé la production et les exportations.

EN SOUTIEN À GHAZA

L'émir du Qatar appelle à un cessez-le-feu immédiat

L'émir du Qatar, le cheikh Tamim ben Hamad al-Thani, a souligné la nécessité d'un cessez-le-feu immédiat à Ghaza lors de sa rencontre à Doha avec le Secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken.

Selon l'agence de presse Qatar News, Tamim ben Hamad al-Thani a souligné, notamment, "l'importance de la nécessité d'oeuvrer pour un cessez-le-feu immédiat et de protéger les civils, d'acheminer suffisamment et durablement des aides humanitaires partout dans la bande de Ghaza, et de travailler pour réduire l'escalade afin de garantir la stabilité et la sécurité dans la région". Pour sa part, M. Blinken a déclaré qu'"il soulèverait" la question de la protection des civils au cours de sa prochaine rencontre avec les responsables sionistes, ajoutant que "les civils palestiniens devaient pouvoir rentrer chez eux et ne pas être forcés de quitter Ghaza". Dans le même contexte, L'ONG Save the Children a indiqué hier, qu'"au moins 10 enfants perdent leurs jambes chaque jour dans la bande de Ghaza", du fait de l'agression sioniste qui perdure depuis le 7 octobre dernier. Dans un communiqué repris par l'agence de presse Wafa, Save the Children a souligné que "1000 enfants à Ghaza ont perdu une jambe ou les deux" depuis le début de l'agression sioniste, affirmant que "ces chiffres sont documentés par l'agence des Nations unies pour l'enfance (UNICEF)". Elle a affirmé, dans



le même contexte, que "la plupart des chirurgies pratiquées sur les enfants à Ghaza ont été réalisées sans anesthésie, faute d'équipement médical". Pour rappel, le coordinateur de l'OMS en Palestine, Jason Lee, avait déclaré récemment que "la souffrance des enfants à Ghaza est inimaginable". Dans la capitale de la Bosnie des centaines de personnes se sont rassemblées pour manifester leur soutien à la Palestine, alors que l'armée de l'entité sioniste intensifie ses attaques contre la bande de

Ghaza. Malgré la pluie, des centaines de personnes ont participé à une manifestation de protestation devant la fontaine Sebilj, dans le quartier Bascarsija de Sarajevo. Certains manifestants brandissaient des drapeaux palestiniens tandis que d'autres déployaient des banderoles sur lesquelles figuraient des slogans tels que « Stop au génocide » et « Liberté pour la Palestine ». Safija Tadeji, une des organisatrices de la manifestation, a déclaré aux journalistes que l'objectif était de sensibili-

ser l'opinion publique et rendre hommage aux Palestiniens qui ont perdu la vie dans les bombardements des forces d'occupation sioniste. « Nous exigeons un cessez-le-feu, la fin du génocide, de l'apartheid et du nettoyage ethnique. C'est la troisième marche que nous organisons », a-t-elle déclaré, ajoutant : « Nous voulons organiser ces marches et montrer que le peuple de Bosnie est solidaire du peuple palestinien ». Adela Korac, présente au rassemblement, a pour sa part déclaré aux médias que la situation à Ghaza les attristait et qu'ils étaient prêts à faire tout ce qui était en leur pouvoir pour aider les Palestiniens. « Nous sommes ici pour soutenir le peuple palestinien et faire tout ce qui est en notre pouvoir pour l'aider », a déclaré Korac. Depuis le 7 octobre dernier, les attaques des forces d'occupation sioniste en Cisjordanie se sont intensifiées parallèlement à l'agression dévastatrice contre Ghaza, qui a fait au moins 22 835 martyrs et 58 166 blessés, pour la plupart des femmes et des enfants. L'agression a également causé des dommages considérables aux infrastructures et une catastrophe humanitaire sans précédent, selon les autorités dans la bande de Ghaza et les Nations Unies.

BANGLADESH

La Première ministre Sheikh Hasina remporte les élections législatives

La Première ministre, Sheikh Hasina, est assurée de remporter un cinquième mandat à l'issue des élections législatives au Bangladesh, selon la commission électorale nationale et des médias locaux.

Le parti de Mme Hasina (76 ans), la Ligue Awami, a, avec ses alliés, remporté au moins 60% des sièges au Parlement, après l'annonce des résultats de 225 des 300 sièges, selon Somoy TV, une chaîne de télé-

vision privée. La Ligue Awami « a remporté plus de 50% des sièges » au Parlement monocaméral, a confirmé à des médias un porte-parole de la commission électorale, quelques heures après la clôture du vote. Le dépouillement a débuté dimanche après-midi pour des législatives boycottées par certains partis, dont celui d'opposition, le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP). Les bureaux de vote ont fermé à 16H00 (10H00 GMT),

la commission électorale a annoncé le début du dépouillement et les résultats sont attendus lundi matin. Le chef de la commission électorale nationale, Habibul Awal, a estimé la participation autour de 40%, selon des premiers chiffres. Près de 700.000 policiers et réservistes ainsi que quelque 100.000 soldats ont été déployés pour maintenir l'ordre pendant le scrutin, selon la commission électorale.

INONDATIONS EN RDC

Les autorités lancent un appel à la solidarité internationale

Les autorités congolaises ont lancé un appel à la solidarité internationale pour tenter de sauver des vies face aux multiples cas d'inondations à travers la République démocratique du Congo, selon des médias.

Cet appel, qui concerne la mise à la disposition des autorités des ressources pour l'assistance humanitaire d'urgence, a été lancé par le ministère des Affaires sociales congolais

« aux instances du gouvernement central et à toute la communauté nationale et Internationale aux fins de permettre le déploiement des équipes sur terrain », rapporte la radio de l'ONU en RDC.

Ces ressources permettront, selon les autorités, de « sauver des vies humaines et d'assurer la prise en charge des communautés affectées ». Les inondations constatées à travers la RDC ont provoqué « au moins

300 pertes en vie humaine. En outre, plus de 43 000 maisons se sont écroulées, 1325 écoles ont été détruites, des centres de santé ont été touchés, des marchés publics ont été affectés et des routes sont devenues impraticables », selon le ministère des Affaires sociales. Plusieurs provinces sont touchées par la montée exponentielle des eaux du fleuve Congo et des rivières de la RDC.

Shanghai Le premier train de fret Chine-Europe de 2024

Shanghai a lancé son premier train de fret Chine-Europe de l'année 2024, ont annoncé les autorités ferroviaires locales.

Le train de fret transporte 100 conteneurs équivalents vingt pieds (EVP) de marchandises, telles que des appareils ménagers, avec un poids total de plus de 1.000 tonnes et une valeur supérieure à 10 millions de yuans (environ 1,4 million de dollars). Le premier train de marchandises Chine-Europe depuis Shanghai a lancé en septembre 2021. En 2023, Shanghai a traité 100 trains de fret Chine-Europe transportant plus de 10.000 EVP de marchandises.

PORTUGAL

Le successeur d'Antonio Costa intronisé à la tête du Parti socialiste

Le nouveau secrétaire général du Parti socialiste portugais (PS), Pedro Nuno Santos, a officiellement été intronisé dimanche par les militants de la formation du Premier ministre démissionnaire Antonio Costa, éclaboussé par une affaire de trafic d'influence.

La démission de M. Costa, au pouvoir depuis fin 2015, a provoqué la convocation d'élections législatives anticipées pour le 10 mars. « C'est sur nous que retombe l'énorme responsabilité

d'écrire un nouveau chapitre du livre des gouvernements du PS et du développement du pays », a déclaré le nouvel homme fort de la gauche portugaise, âgé de 46 ans, dans son discours de clôture du congrès qui a rassemblé les militants de son parti à Lisbonne, en présence de M. Costa. Issu de l'aile gauche du PS, cet économiste de formation avait joué un rôle clé au sein du premier gouvernement Costa, en tant que secrétaire d'Etat aux Affaires parlementaires

chargé des rapports avec les partis de la gauche radicale qui ont permis aux Socialistes d'accéder au pouvoir dans le but de « tourner la page » de politique d'austérité menée jusqu'alors par la droite. Le Portugal a plongé dans la crise politique début novembre après une série d'arrestations et de perquisitions ayant débouché sur la mise en examen du chef de cabinet de M. Costa et de son ministre des Infrastructures pour une affaire de trafic d'influence. Le Parquet avait alors

informé que le chef du gouvernement faisait l'objet d'une enquête séparée, et celui-ci avait aussitôt annoncé sa démission en précisant qu'il ne briguerait pas de nouveau mandat. Selon une information publiée par le média Observador, il serait mis en cause pour des faits de prévarication, soupçonné d'avoir participé à l'élaboration d'une loi d'aménagement du territoire ayant bénéficié à une société qui projetait de bâtir un méga-centre de données près du port de Sines (sud-ouest).

LE MEDIATEUR MAGHREBIN

Quotidien National d'information

www.lemediateurmaghrebin.dz

**Pour vos annonces
une seule adresse
avec des prix concurrentiels**



**Veillez nous contacter à l'adresse mail :
lemediateurmaghrebin454@gmail.com**

**Demandez-le tous les jours chez
votre marchand de journaux**

La première victime d'une guerre, c'est la vérité

« Il y 'a plus d'honnêteté dans la censure que dans l'autocensure »

Sa mort, le 6 août 1945, jour de l'explosion atomique à Hiroshima, est passée presque inaperçue. Et pourtant ! Ancien reporté, ancien avocat, ancien gouverneur de Californie, Hiram Johnson était ce sénateur qui, en 1917, avait salué l'entrée des États-Unis. Sa mort, le 6 août 1945, jour de l'explosion atomique à Hiroshima, est passée presque inaperçue. Et pourtant ! Ancien reporter, ancien avocat, ancien gouverneur de Californie, Hiram Johnson était ce sénateur qui, en 1917, avait salué l'entrée des États-Unis dans la Première Guerre mondiale par une formule appelée à faire florès : « La première victime d'une guerre, c'est la vérité. »

Portée par la force de son évidence, la phrase s'est imposée et reste aujourd'hui encore régulièrement citée. Elle est pourtant discutable : quand, en 1917, le sénateur Johnson fait référence à la « vérité », il évoque sa conviction isolationniste, de facto la « première victime » de l'entrée en guerre des États-Unis. Sur le fond, la phrase témoigne surtout de la sincérité et de la force de l'engagement isolationniste d'un responsable politique américain. Hiram Johnson défendra d'ailleurs cette position tout au long de sa vie, jusqu'à l'explosion nucléaire à Hiroshima.

Alors pourquoi un tel succès ? Parce que passé le malentendu initial, le propos acquit rapidement une pertinence que n'avait pas imaginée et ne pouvait pas imaginer son auteur. Quand il lance sa formule, l'Europe est plongée depuis trois ans dans la guerre. Un conflit lointain, qui n'est pas son problème, car il est isolationniste. Mais à des milliers de kilomètres, le commandant en chef des armées allemandes, le général Ludendorff, conçoit une guerre dite « totale », que décrira plus tard le général de Lattre : « Par guerre totale, on entend, depuis que Ludendorff a consacré l'expression, la guerre menée dans tous les domaines, politique, économique et militaire. »

Ce principe de la « guerre totale » s'impose durant la Seconde Guerre mondiale. C'est lui qui, en réalité, va donner sens et pertinence à la formule du sénateur Johnson. C'est parce que la guerre est conceptuellement envisagée dans « tous les domaines, politique, économique et militaire », que la « vérité » devient inéluctablement sa « première victime ».

Il ne s'agira plus, en effet, de donner de l'information tout en préservant le secret nécessaire aux théâtres d'opérations, mais de manier de l'information, d'en jouer afin de maintenir une cohérence totale du « politique », de l'« économique » et du « militaire ». Et justement, des outils apparaissent qui laissent entrevoir une possible faisabilité du projet. En sciences sociales : le behaviorisme ou l'étude des comportements. En sciences politiques, des ouvrages comme *Le Viol des foules* par la propagande politique de Serge Tchakhotine, écrit en 1939, publié en 1940, et censuré tant par les Français que par les Allemands.

Débutant le journalisme dans les années 1980, je ne connaissais rien à ces notions, à ces histoires rapidement évoquées. Si je m'y suis intéressé, c'est parce que j'y fus amené. Par la fréquentation de conflits, par de nombreuses discussions avec leurs acteurs, par d'innombrables détails et sous-entendus qui ne pouvaient que susciter curiosité. L'apprentissage ne se fit pas par le haut, mais par le bas. Il débuta sans doute en Israël, où j'avais été envoyé couvrir la « première guerre des pierres » dans les années 1980. Interpellés par dizaines, les insurgés palestiniens étaient conduits en bus au tribunal pour y être jugés. Tous, sans exception, étaient aveuglés par un bandeau qui leur avait



été noué sur les yeux. C'est ainsi, dans un étrange non-face-à-face, qu'ils comparaissaient devant des juges. Leur sort était réglé en quelques minutes.

En ces années, la presse bénéficiait en Israël d'un accès assez ouvert. Les scènes, les propos entendus, tout cela justifiait un récit. Ne fallait-il pas dire et raconter ? Je le fis. Et fus rappelé à Paris, sans explication. De mois en mois, de nouvelles restrictions furent imposées par les autorités israéliennes. En apparence, il ne s'agissait souvent que de points administratifs : un formulaire à remplir et puis un autre et encore un autre... Au final, depuis ces premières années de « guerre des pierres », le champ n'a jamais cessé de se rétrécir, lentement, inexorablement.

Il y eut alors l'Afghanistan, le Liban, le Liberia. Des conflits brutaux, sans guère de règles et, donc, sans autre contrôle que le seul scrupule à rapporter au plus près la réalité de situations complexes, supposées ne pas intéresser. Il y eut, surtout, la première guerre du Golfe. Ce fut, en ce début des années 1990, ma première expérience avec les armées occidentales. Elle fut formatrice. Ayant commencé à suivre le conflit en Arabie Saoudite avec la coalition, je me suis rapidement trouvé de l'autre côté du miroir, à Bagdad. Je pus ainsi comparer les deux systèmes, les deux logiques mises en œuvre. Côté coalition, la presse était officiellement libre et il appartenait à chacun de respecter des règles du jeu non écrites, autrement dit de s'autocensurer. Côté irakien, la presse était sous contrôle et la censure la règle. Je suis revenu à Paris avec la conviction affirmée qu'il y avait plus d'honnêteté dans la censure que dans l'autocensure. En Irak, il revenait à chaque partie – le journaliste et le

censeur – d'endosser sa responsabilité. Côté coalition, il était implicitement exigé des journalistes qu'ils assument, sous leur seule casquette, deux rôles bien différents.

Après l'Irak, il y eut la Yougoslavie, une guerre surgie d'une autre époque, un conflit né de la chute du mur de Berlin. Ce fut le temps de l'incompréhension, celui aussi de la difficulté de raconter et de dire, tant le poids de l'histoire et du passé semblaient brouiller, de part et d'autre – en ex-Yougoslavie comme dans de nombreux pays étrangers –, tout regard sur la réalité du terrain. La nature du conflit ne me semblait pourtant guère souffrir de nuances. Elle tenait, à mes yeux, en deux graffitis apposés sur la poste centrale de Sarajevo. Le premier disait : « Ici, c'est la Serbie ! » Il avait été barré. Juste dessous, se trouvait le second : « Imbécile, ici, c'est la poste ! »

Après la Yougoslavie, il y eut le Rwanda, l'expérience la plus complexe, la plus rude aussi. Aux parlementaires réunis en mission d'information sur le rôle de la France dans ce pays, l'ancien chef d'état-major particulier de François Mitterrand, le général Quesnot, assura que ce conflit fut une « guerre totale ». Ce fut certes une guerre ; ce fut surtout un génocide. Et ce génocide, celui des Tutsis, pose toujours question seize ans plus tard. De passage récemment à Kigali, Nicolas Sarkozy parla de « graves erreurs », des « erreurs politiques » et d'« aveuglement ». Il n'entra pas dans les détails.

Du Rwanda, j'ai ramené une image que je n'ai jamais oubliée depuis l'été 1994 : celle d'un militaire français sur une colline du nom de Bisesero. Ce sous-officier du gign porte une vareuse de l'armée rwandaise. Il vient de découvrir la

réalité du génocide. Il est catastrophé, explique qu'il a entraîné l'année précédente la garde présidentielle. Il se sent coupable. La scène est terrible. Sur le moment, je ne l'ai pas racontée, volontairement. Je ne l'ai mentionnée pour la première fois qu'un an plus tard, lors d'un colloque organisé, entre autres, sous l'égide du ministère de la Défense. Le thème était : « Les manipulations de l'image et du son. » Il me fut battu froid. Plus tard, je suis revenu dessus. Pour la raconter, encore et encore.

Aujourd'hui, seize ans plus tard, la scène mérite toujours explication. Parce que d'évidence, elle est l'aboutissement d'un long processus où se sont mêlés, comme le disait le chef de l'État, de « graves erreurs », des « erreurs politiques » et un certain « aveuglement ». Parce que, peut-être, le sénateur Johnson n'avait pas tout à fait tort !

Patrick De Saint Exupery

• **Patrick De Saint Exupery**, Grand reporter au Figaro pendant vingt ans, a couvert entre autres l'Afrique, la Russie et le Moyen-Orient avant de fonder en 2008 la revue trimestrielle XXI, avec Laurent Beccaria. Présent au Rwanda en 1994 au moment du génocide des Tutsis, il en a tiré un livre édifiant, *L'inavouable*, qui met en lumière la responsabilité de la France dans ces événements. Vingt ans après les faits, il s'associe au dessinateur Hippolyte pour adapter en bande dessinée son témoignage du drame rwandais, dans *Les fantaisies des Dieux*.



CAN-2023

Les "Verts" à la reconquête de la couronne africaine

Éliminée à la surprise générale dès le premier tour de la précédente édition au Cameroun, l'équipe nationale d'Algérie de football abordera la 34e Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 (reportée à 2024) en Côte d'Ivoire (13 janvier-11 février) avec l'objectif d'avoir un sursaut pour l'orgueil et partir à la reconquête du titre continental, dont le dernier avait été remporté en 2019 en Egypte.

Ayant déjà consommé la grosse désillusion concédée en terres camerounaises, suivie juste après par une élimination après en barrages du Mondial 2022, l'équipe nationale est repartie sur un nouveau cycle avec l'arrivée de plusieurs nouveaux joueurs à l'image de Farés Chaïbi et Rayan Aït-Nouri. Le coach national Djamel Belmadi a entamé depuis mars un projet de reconstruction en faisant appel à des "novices" pour rebâtir un nouveau groupe, tout en préservant des tauliers tels que Riyad Mahrez, Islam Slimani, Aïssa Mandi, ou encore Sofiane Feghouli.

Le temps a fini par donner raison au sélectionneur, puisque les "Verts" ont bouclé l'année 2023 invincibles en 10 matchs, dont six officiels et quatre amicaux et un bilan de 7 succès et 3 nuls. Même s'ils sont encore loin d'atteindre leur vitesse de croisière, les coéquipiers du capitaine Riyad Mahrez seront face à un autre défi en Côte d'Ivoire, eux qui avaient réussi en 2019 à mettre tout le monde d'accord, en arrachant avec brio la CAN-2019 en Egypte, au terme d'un tournoi époustouflant.

Pour essayer de séduire de nouveau l'Afrique et revenir au-devant de la scène, les Algériens devront s'extirper d'abord d'un groupe D assez équilibré, en présence du Burkina Faso, de l'Angola, et de la Mauritanie.

Si la logique sera respectée, la première place du groupe se jouera entre l'équipe nationale et les "Étalons" burkinabé. L'enjeu du leadership est de rester dans la ville de Bouaké pour jouer le 1/8e de finale.

"Nous allons aborder cette CAN avec beaucoup d'humilité mais avec des objectifs. On a envie de performer contre les gros. En plus à l'extérieur.

Notre peuple est passionné de football, les attentes sont conséquemment très grandes", a affirmé Belmadi, estimant



"qu'il n'y a aucune petite équipe en Afrique. On va bien se préparer. Tout le monde me parle de la CAN. Nous irons en Côte d'Ivoire avec l'ambition de la gagner."

L'Algérie, dont il s'agit de la 20e participation, entamera la compétition, le lundi 15 janvier face à l'Angola au stade de la Paix à Bouaké (21h00). Il s'agit de la 9e participation pour les "Palancas Nagras", dont la meilleure performance à la CAN est les quarts de finale en 2008 (Ghana) et 2010 (Angola).

Les "Verts" enchaîneront en défiant le Burkina Faso le samedi 20 janvier à Bouaké (15h00). Les "Étalons", finalistes en 2013 en Afrique du Sud, vont signer leur 13e participation. Les Algériens boucleront la phase des poules en croisant le fer avec la Mauritanie, petit poucet du groupe, le mardi 23 janvier toujours à Bouaké (21h00).

Les "Mourabitounes", en pleine phase de reconstruction, espèrent faire mieux que leurs deux premières participations de leur histoire, eux qui ont un bilan de quatre défaites et deux nuls. L'objectif est de gagner le premier match à la

CAN, sous la conduite du technicien comorien Amir Abdou, qui avait conduit les Comores à une sensationnelle qualification pour les 1/8es de finale lors de la dernière CAN-2022 au Cameroun pour leur première participation.

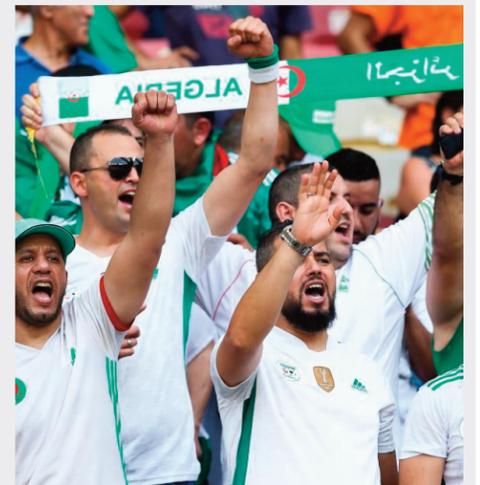
On prend presque les mêmes et on recommence

Sur le plan de l'effectif, le coach Djamel Belmadi a retenu 26 joueurs après le forfait de dernière minute d'Amine Gouri (Stade Rennais/ France), pour prendre part à cette 34e édition, dont plus de la moitié (14 éléments), étaient présents à l'expédition au Cameroun en 2022.

Parmi tout ce beau monde, pas moins de 9 joueurs vont participer pour la première fois à une phase finale de la CAN, un nombre à la baisse par rapport à la dernière édition où ils étaient 13 éléments.

Refusant de se passer de ses tauliers, Belmadi a convoqué 12 champions d'Afrique 2019 en Egypte, histoire de reconstruire sur un groupe qui avait déjà fait ses preuves dans un passé récent.

Le président Tebboune donne des directives
Réduction de 50% des frais de voyage en Côte d'Ivoire



Le président de la république, Abdelmadjid Tebboune, a donné des directives pour prendre en charge de 50% pour 2000 supporters désireux se déplacer en Côte d'Ivoire pour soutenir la sélection nationale lors de la CAN-2023. La fédération algérienne de football vient de publier important à ce sujet.

De nombreux supporters algériens comptent faire le déplacement en Côte d'Ivoire pour soutenir la sélection nationale lors de la Coupe d'Afrique des Nations-2023.

Jeudi dernier, le président de la république, Abdelmadjid Tebboune, a donné des directives en vue de prendre en charge de 50% des frais de voyage pour 2000 supporters. Et ce, via l'agence de voyage Touring Voyage Algérie (TVA).

Coupe d'Algérie (tirage au sort)

JS Kabylie - CR Belouizdad choc des 32e de finale

Le tirage au sort des 32e de finale effectué dimanche au Cercle national de l'Armée à Alger, a donné lieu à duel explosif entre la JS Kabylie et le quadruple champion d'Algérie, le CR Belouizdad, qui se déroulera le 3 février prochain à Tizi-Ouzou.

L'ASO Chlef détenteur du trophée de l'édition-2023, affrontera le club de ligue 2 (amateur), l'AB Barika sur le terrain de ce dernier. Deux rencontres mettront aux prises des clubs de Ligue 1, les deux promus cette saison, l'US Souf et l'ES Ben-Aknoun d'une part et le derby de l'Est, le NC Magra au CS Constantine d'autre part.

Résultats du tirage au sort:

32e de finale (3 février 2024):

JS Azazga (L2) - US Tebessa (Rég)
MC El-Bayadh (L1) - CRB Mécheria (L2)
JS Kabylie (L1) - CR Belouizdad (L1)
AS Khroubs (L2) - CRB Henaya (Rég)
CR Ben Badis (Rég) - J. Sidi-Salem (Rég)
NRB Teleghma (L2) - MC Alger (L1)
JSD Jijel (Rég) - MC Ouled Yaïche (Rég)

IRB Ouargla (L2) - Paradou AC (L1)
AB Barika (L2) - ASO Chlef (L1)
US Chaouia (Rég) - JSM Tiaret (L2)
U. Boukhadra (Rég) - USM Alger (L1)
GC Mascara (L2) - MB. Hassi Messaoud (Rég)
NA Hussein-Dey (L2) - WA Mostaganem (L2)
CR Beni Thamou (Rég) - O. Akbou (L2)
SCM Oran (Rég) - ES Mostaganem (L2)
CA Batna (L2) - ES Bouakal (Rég)
CRB Bougtob (Rég) - JS Saoura (L1)
ES Ghozlane (L2) - Hydra AC (Rég)
ASM Oran (L2) - IB Khemis El Khechna (L2)
USM Annaba (Rég) - SA Sétif (Rég)
CR Zaouia (Rég) - CRB Adrar (Rég)
MC Oran (L1) - CR Beni Thour (Rég)
NR Tazoughert (Rég) - ES Sétif (L1)
US Souf (L1) - ES Ben Aknoun (L1)
US Biskra (L1) - ASBB Arreridj (Rég)
IS Tighenif (Rég) - JS El-Biar (Rég)
R. Bougaa (Rég) - Nesr El-Fedjoudj (Rég)
MO Constantine (L2) - I. Bouhenni (Rég)
USM Khenchela (L1) - WO Boufarik (L2)
WA Tlemcen (Rég) - USM Blida (Rég)



NC Magra (L1) - CS Constantine (L1)
32. MB Rouissat (Rég) - Guir Abadla (L2)

Saumons, tortues, oiseaux...

La surprenante nouvelle liste rouge des espèces menacées

La nouvelle liste rouge de l'UICN montre à quel point le déclin de la biodiversité ne s'arrête pas dans le monde. Cependant, elle apporte aussi des bonnes nouvelles.

La COP28 à Dubaï a été l'occasion d'annoncer la nouvelle liste rouge de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature), mise à jour chaque année pour faire le point sur l'état de la biodiversité dans le monde. En 2023, malheureusement, la liste rouge contient un peu moins de 7 000 espèces de plus que l'année dernière, soit 157 200 espèces, dont 44 000 menacées d'extinction. Cette annonce montre à quel point le changement climatique aggrave la crise de la biodiversité partout sur la planète, en rendant l'environnement plus mortel pour les animaux et les plantes. Le déclin précipité du nombre d'espèces est aussi bien évidemment lié aux activités humaines (urbanisation, déforestation, braconnage, etc.) mais lorsque les efforts de conservation sont pris au sérieux, il y a aussi de bonnes nouvelles !

Le saumon atlantique

C'est l'une des principales espèces victimes d'une forte baisse de population, mentionnée par le rapport 2023. Entre 2006 et 2020, 23 % des saumons de l'Atlantique ont disparu, le plaçant aujourd'hui dans la catégorie des espèces "quasi menacées". Jusqu'ici, il était une "préoccupation mineure" pour l'UICN, par manque de données, comme c'est le cas pour de nombreuses espèces. La raison de ce déclin peut être trouvée dans la raréfaction de ses proies et la diminution de son habitat naturel, liées à la fois au climat, et à l'homme (pêche, barrages, pollution). Il subit aussi la concurrence des espèces exotiques. Malgré tout, leur nombre a augmenté dans le Maine, un État des États-Unis, l'année dernière.

La tortue verte

Dans la nouvelle liste, les tortues vertes du Pacifique Centre-Sud et du Pacifique Est sont respectivement classées "en danger" et "vulnérables", en raison du changement climatique. Plusieurs raisons peuvent l'expliquer : moins de tortues éclosent lorsque les hautes mers inondent les nids ; leur nourriture, les herbiers marins, se raréfie avec le réchauffement de l'eau et l'apparition de parasites ; mais aussi, comme nous l'avions expliqué dans cet article, de moins en moins de femelles naissent à cause de la chaleur. Les tortues sont aussi menacées par la pêche abusive ou accidentelle.

Les grenouilles et les salamandres

La dernière mise à jour révèle qu'un quart des espèces de poissons d'eau douce, soit un peu plus de 3 000, sont menacées d'extinction. En fait, l'eau salée de la mer remonte plus haut dans les embouchures des rivières lorsque l'eau se réchauffe, ce qui limite leur habitat, sans parler des problèmes de pollution, de sécheresse ou d'inondations, de surpêche. Dans les rivières, d'autres espèces souffrent encore plus de ce dérèglement du climat, comme les grenouilles, les salamandres, puisqu'elles sont 41% à être menacées au niveau mondial ! Alors même que les températures deviennent plus élevées, "quoi qu'il arrive, les amphibiens ne peuvent



pas se mettre à l'abri du danger et sont directement impactés, ils sont captifs du changement climatique", explique Vivek Menon, vice-président de la commission de survie des espèces de l'UICN, dans un communiqué.

Des oiseaux disparaissent et réapparaissent

Parmi les oiseaux en danger, on retrouve, comme le mentionne l'association Birdlife, des grimpeaux endémiques d'Hawaï, Anianiau et Kauai Amakihi, qui sont désormais en voie de disparition, car leur population a décliné, tout comme beaucoup d'autres espèces, telles que le toucan à gorge citron (Nord de l'Amérique du Sud), ou le cacatoès noir (Nouvelle-Guinée). Ces derniers sont quasi menacés en raison de la disparition de la forêt, mais sont aussi victimes des pièges pour le commerce des animaux de compagnie. En revanche, des bonnes nouvelles sont à signaler pour trois espèces de cigognes asiatiques reclassées dans des catégories de menace inférieures, indique l'ONG. C'est le cas du Marabout chevelu et du Marabout argala, de grands oiseaux auparavant classés comme "menacé" et "vulnérable", à la catégorie de "presque menacé" grâce "aux efforts incroyables des communautés" pour conserver les habitats des oiseaux, et arrêter la persécution dont ils étaient victimes, note Birdlife. "Dans le district de Kamrup, de l'État d'Assam en Inde, le nombre de nids de Marabout argala est passé de 28 en 2010 à plus de 250, ce qui en fait la plus grande colonie reproductrice au monde", félicite l'association. Même chose pour le Tantale indien, passé dans la catégorie "préoccupation mineure", la moins inquiétante possible.

L'oryx algazelle de retour dans la nature

Deux espèces d'antilopes ont également vu leur situation s'améliorer : l'oryx al-

gazelle, désormais classée "en danger" grâce aux efforts faits pour sa conservation au Tchad, et les antilopes saïgas, considérées comme "quasi menacées" au Kazakhstan. On parlait de loin pour les oryx, après leur extinction à l'état sauvage vers la fin des années 1990 à cause du braconnage. Aujourd'hui réintroduites dans la nature, on compte au moins 140 adultes et deux fois plus de jeunes dans une grande réserve naturelle. Pour les antilopes saïgas, les nouvelles sont encore plus réjouissantes : leur population a augmenté de 1100 % entre 2015 et 2022 dans ce pays d'Asie centrale.

Des végétaux qui se raréfient

Du côté des plantes, le mahogany grandes feuilles, aussi connu sous le nom de bois d'acajou, passe de "vulnérable" à "en danger". Sa population en Amérique centrale et latine a diminué d'au moins 60 % ces 180 dernières années, précise l'UICN. Ce bois, utilisé pour fabriquer des meubles, de la décoration, ou des instruments de musique, subit des modes de culture non durables, et reste menacé dans son état naturel par l'urbanisation et la disparition des forêts tropicales.

Disparu depuis 140 ans

Des scientifiques mettent la main sur le pigeon-faisan

Après deux mois de recherches, des chercheurs de l'American Bird Conservancy ont retrouvé près de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, un pigeon-faisan rare qui n'avait pas été documenté depuis 1882. C'était comme "trouver une licorne", partage John C. Mittermeier, directeur du programme Lost Birds à l'American Bird Conservancy et co-chef de l'expédition. Dernièrement, des chercheurs de l'American Bird Conservancy ont retrouvé un pigeon-faisan à nuque noire qui n'avait pas été documenté depuis 1882, révèle un communiqué publié le 21 novembre. L'oiseau a été découvert sur l'île de Ferguson, de l'archipel d'Entrecasteaux, au large de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. C'est "un grand pigeon terrestre" avec une "queue large et comprimée latéralement", détaille l'American Bird Conservancy. L'expédition a commencé au début du mois de septembre. Les scientifiques ont mené une enquête de terrain, demandant aux habitants et aux chasseurs locaux des renseignements. Ils ont ensuite mis un dispositif de photographies discrètes. Découvrir que l'oiseau

n'a pas disparu a été accueilli comme une bonne nouvelle pour l'équipe. "C'est le genre de moment dont vous rêvez toute votre vie en tant qu'écologiste et ornithologue", s'est ému John C. Mittermeier. "J'étais stupéfait par cette photo de cet oiseau passant juste devant notre caméra", a également raconté Jordan Boersma, chercheur postdoctoral à l'Université Cornell et co-chef de l'équipe d'expédition. "Il y avait moins d'un pour cent de chance d'obtenir une photo du faisan-pigeon à nuque noire." Les ornithologues en savent très peu sur l'espèce. Tout ce qu'ils savent c'est que la population sur l'île est très petite et en déclin. Pour Roger Safford, responsable principal du programme de prévention des extinctions chez BirdLife International, cette découverte donne tout de même "de l'espoir pour la recherche d'autres espèces perdues". Il ajoute : "Les informations détaillées recueillies par l'équipe ont fourni une base pour la conservation de cet oiseau extrêmement rare, qui doit en effet être fortement menacé, ainsi que les autres espèces uniques de l'île Ferguson."

VANITEUX	▼	C'EST LA SOLUTION	▼	TERRAIN NETTOYÉ	▼	AGACANTE MAROTTE	▼	LE DERNIER A PRENDRE POSITION
ARBRES DES BERGES	▼	PRESERA	▼	INTERVALLES	▼	IL ARROSE SAINT-OMER	▼	
						ABÏMAI		
NATTANT	▶							
IMPÔT								
			BLËMIT	▶				
			PRODUIT POUR LE CUIR	▼				
SANS FANTASIE	DISTANTE	▶						
	PRÉPARER EN SECRET							
	▼						MANDATÉ OFFICIELLEMENT	
CLAIR-SEMÉ	▶				EXPERT EN ÉCONOMIE	▶		
SOLEIL ANTIQUE					ÉTOILE	▼		
		A RE-TROUVÉ SON CALME	▶					
		EXTÉNUÉ	▼					
GROS GOBELET	▶			COUPS DE FEU	▶			
ANCIENNE MONNAIE				TRAVAUX EN COURS	▼			
						ENTRE DEUX MOTS	▶	
ÎLE DE CHARRENTA-MARITIME	▶							
			INVITÉE	▶				

	A	B	C	D	E	F	G	H
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12								

- HORIZONTALEMENT**
- Ne se montra pas intéressé.
 - Faire des tas de cailloux dans les champs.
 - Il reçoit des brunes et des blondes.
 - Soutenues.
 - Tente de nouveau.
 - Devant ce qui est à lui. Elle est vouée à l'aide humanitaire.
 - Affaires de mœurs. Chanteuses à la voix grave.
 - Avant de passer à la casserole. Avec lui, c'était toujours l'été en Égypte !.
 - Chacun l'est sur la route.
 - Épouse en Inde. Oiseau au joli plumage.
 - Revenir au score.
 - Montrer du mécontentement. Cours à Saint-Omer.

- VERTICALEMENT**
- Boisson non excitante. Coudre à vif.
 - Araignées. Longue histoire.
 - Bêtes de la basse-cour. Bras artificiel.
 - Antiques poètes grecs. Glaise.
 - Qui reste une énigme. Désinence verbale.
 - Euphorisant. À fleur de peau.
 - Arrivée. Prénom russe. Espèce de rouet.
 - Hauteurs de Bretagne. Grand désert du

- ACIERIE
- ALERTER
- APSIDE
- ARCHIDUC
- ASEPSIE
- ASSURER
- ASTRE
- BOUEE
- CETOINE
- DIESE
- ESPECE
- EXAEQUO
- GASOIL
- GEOGRAPHE
- MALADIF
- NOTRE
- OCRER
- PATRIE
- POLAROID
- RALENTIR
- RESISTER
- RODEO
- ROSSIGNOL
- SALINE
- SCENARIO
- SERGE
- SERIE
- TISSERAND
- TROUEE
- TSIGANE
- VERSION
- VIENNOIS
- VISITER

O U Q E A X E L O N G I S S O R
 C U D I H C R A F I D A L A M S
 V T A C E P I D N A R E S S I T
 E I S P E S A E P O L A R O I D
 R E S I S T E R R A L E N T I R
 S E U I G I O O G I T N R E S L
 I U R O T A D I N O E R S T C A
 O O E C R E N E N I E E I R E S
 N B R N O T R E V E E G R E S R



Grossesse et Sport

Une Alliance Bénéfique pour la Santé Maternelle

La grossesse est un moment extraordinaire de la vie d'une femme, marqué par des changements physiques et émotionnels. Bien que certaines idées préconçues suggèrent que l'exercice physique pendant la grossesse pourrait être risqué, de nombreuses recherches démontrent que le sport modéré et adapté peut avoir des avantages significatifs pour la santé maternelle.

Les Bienfaits de l'Exercice Pendant la Grossesse ne sont plus à démontrer. Il s'agit en premier lieu, du bien-être émotionnel. Il est connu que l'activité physique, favorise la libération d'endorphines, contribuant ainsi à réduire le stress, l'anxiété et la dépression, des facteurs souvent présents pendant la grossesse. Elle permet aussi le contrôle du poids pour la simple raison qu'une activité physique régulière aide à maintenir un poids corporel sain, ce qui peut avoir des implications positives pour la santé de la mère et du bébé. Sans oublier un meilleur sommeil, car le sport favorise un sommeil de meilleure qualité, ce qui peut être particulièrement bénéfique pour les femmes enceintes confrontées à des troubles du sommeil. La gestion de la douleur n'est pas en reste. Des exercices spécifiques, tels que le yoga prénatal, peuvent aider à soulager les maux de dos et d'autres inconforts physiques liés à la grossesse. La préparation à l'accouchement, peut également être inscrite sur la liste des bienfaits du fait que l'activité renforce les muscles, en particulier ceux du plancher pelvien, peut faciliter le processus de l'accouchement. Mais attention avant de



commencer ou de poursuivre un programme d'exercice pendant la grossesse, il est essentiel de consulter un professionnel de la santé pour s'assurer que cela est approprié pour la situation individuelle de

chaque femme. Quelques recommandations générales comprennent : le Suivi des directives médicales : Certaines conditions médicales peuvent nécessiter des restrictions d'activité physique, il est donc crucial de

suivre les conseils du professionnel de la santé. Il faut, par ailleurs savoir écouter son corps : Les femmes enceintes doivent être attentives aux signaux de leur corps et ajuster l'intensité de leur exercice en conséquence. Le Choix des activités adaptées est très important : Des activités à faible impact telles que la natation, la marche, le yoga prénatal, et la gymnastique légère sont souvent recommandées. Le Maintien d'une hydratation adéquate est primordial : Il est essentiel de rester hydratée, surtout pendant l'exercice, pour éviter la déshydratation. Le sport les sports à risque : Les sports de contact, les activités à risque de chute, et les exercices intenses sont généralement déconseillés. Enfin, l'on peut dire, que l'alliance entre la grossesse et le sport peut être bénéfique tant pour la santé physique que mentale des femmes enceintes. Des exercices adaptés, pratiqués avec prudence et sous la supervision d'un professionnel de la santé, peuvent contribuer au bien-être général pendant cette période importante de la vie. En écoutant son corps et en suivant les recommandations médicales, une future maman peut maintenir un mode de vie actif, favorisant ainsi une grossesse plus saine et plus épanouissante.

Comment ne pas avoir mal aux pieds avec des talons ?

Une fois, la paire tant convoitée en votre possession, vous n'avez qu'une crainte : comment ne pas avoir mal aux pieds avec vos chaussures à talons ? Semelles pour talons douloureux, crème anti-ampoules, savon sec, on vous livre les bonnes astuces pour être dans vos talons comme dans des chaussons. Comment choisir votre paire de chaussures à talons hauts ? La bonne paire de chaussures tendance ? Celle qui provoque une émotion. Un je-ne-sais-quoi d'évidence : ce sera cette paire de chaussures à talons hauts et pas une autre. Le secret pour la trouver tient en quatre conseils : Essayez impérativement vos escarpins en FIN de journée. Vos pieds - particulièrement en été- ont tendance à gonfler à mesure que défile la journée. Ainsi, en les essayant en début de soirée, vous pouvez être sûre d'être à l'aise, même avec les pieds enflés. Privilégiez les chaussures en cuir. Elles laissent respirer les pieds évitant ainsi les frottements liés à la transpiration. Qui dit frottement, dit brûlure... et donc ampoule. Soit l'inverse de ce que vous recherchez ! Misez tout sur les plateformes : apprendre à marcher avec des talons hauts, cela s'apprend. Mais en attendant, pour donner l'illusion de talons vertigineux sans le mal de pieds qui va avec : misez tout sur les plateformes shoes ! Il s'agit de la partie à l'avant de la chaussure qui rehausse l'air de rien votre talon. La taille de celle-ci varie en fonction de la hauteur de votre paire de chaussures. Une chose est certaine, elles rendent beaucoup plus confortables le port de celles-ci. Privilégiez les talons larges si vous n'avez pas l'habitude de porter des escarpins. Les talons aiguille, plus compliqués à manier crisperont plus facilement vos pieds que les talons épais. Halte à la crampe en fin de journée... Si vous avez un doute lors de l'essayage, passez votre chemin. L'exercice ne se révélera que plus compliqué lorsque vous devrez marcher dans la rue, prendre les transports en commun, effectuer de longues distances... Comment éviter d'avoir mal aux pieds en talons hauts ? L'un des meilleurs conseils -et aussi l'un des plus simples- est de saupoudrer l'intérieur de vos chaussures de talc pour bébé. Celui-ci recouvre les pieds d'une douce



protection contre les frottements et absorbe efficacement l'humidité. Une technique ultra simple et très efficace ! Encore mieux que le talc, il existe une crème presque miracle. Si si, promis, même qu'elle est approuvée par la rédaction en entier ! Son nom est rigolo : NOK. Mais on peut vous le garantir, elle fait des merveilles. Avec elle, vos pieds sont légers comme l'air et supportent de façon magique le port des talons. Cette crème à base de karité fait office de barrière contre les frottements. Normalement conçue pour la pratique intensive du sport, elle est finalement tout aussi douée lorsqu'il s'agit de vos talons. Pour soulager l'avant de vos pieds, la partie la plus sollicitée lorsque vous portez des talons hauts, il existe des coussinets faits pour réduire les chocs et donc la douleur. Vous en trouverez en cuir, respirant, mais à privilégier avec des chaussures fermées. Les modèles les moins chers, en silicone, sont également très efficaces et peuvent se porter avec des sandales d'été par exemple. Si l'arrière de vos escarpins vous fait souffrir, deux options s'offrent à vous. La première, toute simple, est de mettre un pansement discret à des endroits stratégiques : l'arrière du talon, de chaque côté de vos pieds à l'avant. La deuxième technique, incongrue mais très efficace, est de frotter du savon sec sur les parties concernées. Faisant office de lubrifiant, celui-ci protège les pieds des frottements sans pour autant abîmer la paire de chaussures ! Choisissez de préférence un pain de savon parfumé, effet deux en un garanti !

Chaussures neuves Les astuces pour éviter les ampoules

Les ampoules se forment sous la friction du cuir ou de la toile sur votre peau. Pour éviter de subir des douleurs atroces, mieux vaut prévoir des pansements ou des petits coussinets à placer sous votre voûte plantaire. Vous pouvez opter pour des pansements spécialement conçus pour soigner les ampoules, qui permettent de continuer à porter vos chaussures sans souci ! N'oubliez pas d'en emporter avec vous, partout où vous allez, pour être sûre de ne pas aggraver l'ampoule. Et pour soigner le problème à la source, vous pouvez appliquer un crème antifrottement sur vos pieds avant de vous chauffer. Sinon, utilisez un déodorant neutre et sans alcool. Vous pouvez le mettre autant sur votre peau qu'à l'intérieur de votre chaussure, l'effet sera le même. Maintenant que vous savez comment éviter d'avoir mal aux pieds, filez-vous offrir une paire de chaussures neuves ! Elle n'est pas belle la vie ?



ETUDIANTS PALESTINIENS EN ALGÉRIE

Le président de la République ordonne leur prise en charge immédiate

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a enjoint au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, d'examiner la situation des étudiants palestiniens en Algérie pour leur prise en charge immédiate, après interruption des contacts entre ces étudiants et leurs proches dans les territoires palestiniens occupés.

« Monsieur le Président a enjoint au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique d'examiner la situation des étudiants palestiniens en Algérie pour leur prise en charge immédiate, après l'interruption des contacts entre ces étudiants et leurs proches dans les territoires palestiniens occupés », indique un communiqué du Conseil des ministres.



NOUVELLE RAFFINERIE DE PÉTROLE À HASSI MESSAOUD

Le président Tebboune ordonne d'accélérer la réalisation du projet

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a ordonné, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, d'accélérer la réalisation du projet de la nouvelle raffinerie de pétrole à Hassi Messaoud, soulignant que l'Algérie avait tourné la page, ces quatre dernières années, de l'ère de l'importation de tout type d'essence,

indique un communiqué du Conseil des ministres. Concernant l'exposé sur le projet de réalisation d'une nouvelle raffinerie de pétrole à Hassi Messaoud, Monsieur le Président a souligné « l'importance économique du projet », appelant à « accélérer la réalisation pour entamer l'exploitation dans le cadre du renforcement de la production nationale en essence et

gasoil, tout en s'orientant vers leur exportation », précise la même source. Ainsi, Monsieur le Président a affirmé que « l'Algérie avait tourné la page, ces quatre dernières années, de l'ère de l'importation de tout type d'essence, dont le kérosène, le secteur de l'Energie devant maintenir cette tendance, saluant les efforts consentis à ce titre », ajoute la même source.

Pourtour du complexe d'El Hadjar Le président de la République ordonne la récupération du foncier industriel

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a ordonné au ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, de superviser l'opération de récupération du foncier industriel dans le pourtour du complexe d'El Hadjar à Annaba, et son orientation vers l'investissement, indique un communiqué du Conseil des ministres. « Monsieur le président de la République a ordonné au ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique de superviser l'opération de récupération du foncier industriel dans le pourtour du complexe d'El Hadjar à Annaba, et son orientation vers l'investissement sous forme de concession cessible après finalisation de la concrétisation du projet d'investissement selon le cahier des charges », lit-on dans le communiqué. Cette décision, ajoute la même source, « vise à renforcer la transparence dans le traitement des demandes d'accès au foncier économique ».

Loi portant partenariat Public/Privé Le président de la République ordonne l'approfondissement de l'examen du projet

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a ordonné, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, d'approfondir l'examen du projet de loi portant partenariat Public/Privé, indique un communiqué du Conseil des ministres. Concernant le projet de loi portant partenariat Public/Privé, le président de la République a ordonné « le report du projet de loi pour approfondissement et enrichissement », précise la même source.

CONTRÔLE SANITAIRE DES PRODUITS IMPORTÉS AU NIVEAU DES PORTS ET AÉROPORTS

Le président Tebboune ordonne la création de laboratoires

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a enjoint, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, d'accorder une plus grande importance au contrôle sanitaire des produits importés, par la création de laboratoires d'analyses au niveau des ports et aéroports, indique un communiqué du Conseil des ministres. Concernant l'exposé sur les me-

sures prises pour contrôler la disponibilité des produits de large consommation, le Président Tebboune a insisté sur « l'importance extrême du contrôle continu des marchés, en ce que l'Etat accorde une importance à la régulation pour connaître les taux de disponibilité des produits de large consommation, suivant une vision proactive pour lutter contre les spéculateurs par la force de la loi ».

Le président de la République a instruit le ministre de l'Agriculture et du Développement rural à l'effet « d'accorder une grande importance au contrôle sanitaire des produits importés, par la création de laboratoires d'analyses au niveau des ports et des aéroports, à même de veiller au respect des normes sanitaires lors de l'importation de viandes et des produits alimentaires », ajoute la même source.

SITUATION DE LA LIBERTÉ DE CULTE EN ALGÉRIE Le Parlement arabe condamne le communiqué américain

Le Parlement arabe (PA) a condamné, dimanche, les informations contenues dans le dernier communiqué du Secrétariat d'Etat américain sur la situation de la liberté de culte en Algérie, indiquant qu'il contenait « des informations incorrectes et

erronées qui n'ont rien à voir avec la réalité ». « Les questions relatives à la liberté de culte sont liées à la spécificité sociétale et culturelle de chaque société et ne doivent, sous aucun prétexte, faire l'objet d'une ingérence étrangère », a estimé le Parlement

arabe dans son communiqué. Rappelant que l'Algérie est connue pour ses principes de modération et de juste milieu, le Parlement arabe a souligné que « la Constitution et les lois algériennes reconnaissent les libertés religieuses et garantissent

clairement et sans ambiguïté la liberté de croyance ». Le PA a mis en avant « les grands efforts consentis par l'Algérie dans ce domaine sous la direction éclairée du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune ».